



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2704
29 mai 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



AUTOMOBILE PROPRE

Face à la vague de licenciements, répartir le travail entre tous !

Automobile

**Plan
d'urgence
pour le profit**

Page 3

Santé

**Des promesses
mais pas
de moyens**

Pages 11 et 12

Amérique latine

**Une crise
sociale
dramatique**

Page 9

La société en crise

- Vers une vague de licenciements: le patronat veut tailler dans le vif **3**
- Automobile: plan d'urgence pour le profit **3**
- « Faire plus pour la planète »: cause toujours... **3**
- Chômage partiel: un cadeau surtout au patronat **4**
- Darmanin: tambouille populiste **4**
- Police: qui dit la vérité? **4**
- Villiers, Zemour...: les amis du président **4**
- Impôts: pour faire payer les riches, il faut les renverser **5**
- Mayotte: catastrophe prévisible **5**
- CDG Express: priorité à la première classe **5**
- Enseignement: Blanquer ou le bluff permanent **6**
- Écoles du Val-de-Marne: une reprise chaotique **6**
- Apprentissage: presque gratuit, c'est encore trop cher! **6**
- Covid-19: le gouvernement ne sait toujours pas compter **7**
- Trusts pharmaceutiques: course aux vaccins et course aux profits **7**
- Chloroquine: une polémique loin d'être close **7**
- Martinique: l'abolition de l'esclavage et le mythe Victor Shœlcher **16**

Dans le monde

- Europe: Merkel-Macron, une déclaration d'intention **8**
- Toujours plus de murs face aux migrants **8**
- Allemagne: l'extrême droite défend la liberté d'exploiter **9**
- Amérique latine: une violente crise sanitaire et économique **9**
- Belgique: entre patrons et virus, les travailleurs paient le prix fort! **10**
- Lufthansa: argent public et gestion privée **10**
- Grèce: répression accrue contre les migrants **16**

Entreprises

- Hôpitaux de Paris: des promesses et pas de moyens **11**
- Hôpital Robert-Debré: les jeudis de la colère **11**
- Korian: en grève pour les salaires et pour l'embauche **12**
- Ehpad de Poissy **12**
- CHU de Rennes **12**
- Renault: une attaque que les travailleurs devront stopper **13**
- Fonderie de Bretagne: les travailleurs en colère **13**
- Legrand - Limoges: vol de congés à répétition **13**
- PSA - Sochaux: une direction pressée **14**
- PSA - Mulhouse **14**
- PSA - Rennes **14**
- Abattoirs de Kermené: perdre sa vie à la gagner? **15**
- Marins du commerce: dernier souci des armateurs **15**

Non aux licenciements, répartition du travail entre tous!

Après la menace du Covid-19, voilà celle des fermetures d'usines et des licenciements, et pour celle-là, il n'y a aucune protection à attendre de l'État! Renault en est le symbole.

Le constructeur automobile a tiré le premier coup de canon de l'offensive en menaçant de fermer quatre usines, dont celle de Flins qui fait travailler 4000 personnes et des dizaines de fournisseurs et sous-traitants. Et on a compris, par la bouche du ministre de l'Économie, que l'État, qui détient 15% du capital « n'exigera pas le maintien de l'emploi »!

Qu'un groupe comme Renault décide, avec la complicité du gouvernement, de fermer des usines et de licencier des milliers de salariés montre que personne n'est à l'abri. Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Air France, Airbus et ses sous-traitants comme Daher ou Derichebourg Aéronautique..., la liste déjà longue des entreprises qui restructurent et licencient va s'allonger de jour en jour.

Dans cette guerre féroce qu'est le capitalisme, la crise est toujours l'occasion pour les capitalistes les plus puissants d'avaler les plus faibles et de resserrer l'étau sur les sous-traitants et les fournisseurs. Et surtout, elle est toujours le prétexte et un moyen de chantage pour imposer des sacrifices supplémentaires aux travailleurs.

Alors, contrairement au Covid-19, l'épidémie de fermetures et de licenciements n'a rien de naturel. Ce sont des choix de classe: pour ses profits, la grande bourgeoisie est prête à faire crever les travailleurs. Nous ne devons pas l'accepter!

Lutter contre ces licenciements est une question vitale pour le monde du travail et pour toute la société. Dans le contexte de crise actuelle, personne ne peut sérieusement envisager trouver un autre gagne-pain. Alors, perdre son emploi est une condamnation à la pauvreté et à la déchéance.

Parmi les ouvriers licenciés ces dernières années, beaucoup ont tenté de se mettre à leur compte. Certains se sont faits chauffeurs de VTC, d'autres ont créé leur petit restaurant. Combien sont-ils aujourd'hui à se retrouver sans revenu et endettés jusqu'au cou? Quant à ceux devenus intérimaires, ils ont été les premiers à devoir faire la queue à l'aide alimentaire pour nourrir leur famille.

Alors, il en va des emplois comme de la santé, il faut en faire la priorité de la société: pas un ouvrier, pas un employé, pas un intérimaire ou un contractuel ne doit perdre son emploi et le salaire qui lui permet de vivre!

Face à l'effondrement des commandes et de l'activité, il faut répartir le travail entre tous. Si l'activité est réduite, les cadences et le temps de travail doivent baisser tandis que les salaires doivent être maintenus intégralement. Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous!

Cela a un coût? Oui, mais l'an dernier, les seules entreprises du Cac 40 ont réalisé 80 milliards d'euros de profits. C'est l'équivalent de plus de deux millions d'emplois payés 1800 euros mensuels, cotisations incluses. Alors, que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent!

Même Renault, dont Le Maire nous dit qu'il « joue sa survie », a de quoi payer. Le groupe a défrayé la chronique en février en annonçant une perte de 140 millions. Mais ces dix dernières années, il a accumulé 24 milliards de profits tirés

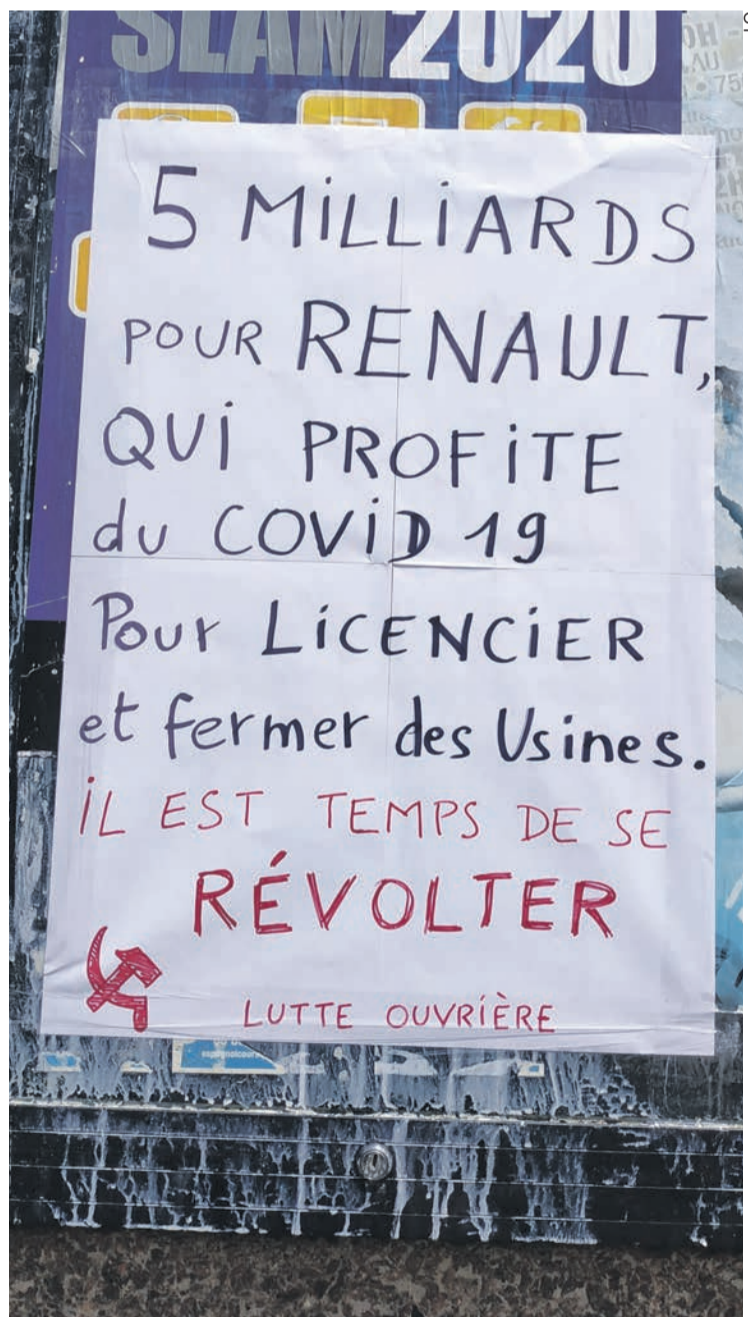
de l'exploitation du travail de l'ensemble des salariés, de l'ouvrier intérimaire à l'ingénieur.

Les profits passés et présents, les fortunes des actionnaires doivent servir à maintenir les emplois et les salaires. Et c'est vrai aussi de l'argent public.

Durant le confinement, l'État a garanti les affaires des actionnaires et des capitalistes à coups de dizaines de milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel à 12 millions de salariés. Il va continuer de l'aider au travers de différents plans de relance. Il prévoit de prêter sept milliards à Air France et cinq milliards à Renault. Eh bien, il faut que l'argent public garantisse les emplois et les salaires des travailleurs, y compris des plus petites entreprises!

Ce serait impossible car contraire à la compétitivité et aux règles capitalistes? Mais ces règles ne servent qu'à enrichir une minorité, à détruire les emplois et condamner les travailleurs à la misère. Elles transforment tout en source de profit et soumettent les services publics et les hôpitaux à la course à la rentabilité, avec le désastre sanitaire que l'on sait. C'est encore en leur nom que le capitalisme détruit la planète à petit feu.

Du point de vue des travailleurs et de leur survie, la répartition du travail entre tous sans perte de salaire est la seule réponse réaliste. Si nous ne voulons pas être condamnés à vivre des miettes d'une société en crise, il nous faudra l'imposer!



Vers une vague de licenciements : le patronat veut tailler dans le vif

En annonçant le confinement Macron avait assuré qu'il n'y aurait ni faillites, ni licenciements, grâce aux subventions distribuées au patronat, directement ou par le biais du chômage partiel. Deux mois après on voit bien qu'il ne s'agissait que de phrases creuses.

Les travailleurs précaires ont perdu leurs contrats depuis deux mois et désespèrent d'en retrouver un. Les saisonniers sont au chômage et les auto-entrepreneurs, déclarés ou non, ont rejoint depuis longtemps la foule de ceux qui ont besoin d'aides alimentaires. Les premières faillites, avec la perspective du licenciement de tout le personnel, se sont déclarées dans les enseignes commerciales comme André, NafNaf ou Alinéa. Elles ont été suivies des annonces de licenciements en nombre dans les entreprises liées au tourisme ou au voyage. C'est désormais le tour de l'automobile, avec Renault. Le groupe ne fait qu'ouvrir le bal des

grandes entreprises qui ne perdront pas cette occasion de réduire leur personnel. Carrefour en a donné un exemple. Alors que, comme toutes les chaînes d'hypermarché, il a fait de bonnes affaires lors du confinement, le groupe annonce 3000 suppressions de postes d'ici la fin de l'année.

Tous les commentaires annoncent aussi des licenciements dans les entreprises liées au transport aérien, des faillites dans la sous-traitance automobile, des catastrophes dans la restauration, le commerce de détail, etc. Tout montre que la crise déclenchée par l'épidémie se transforme en crise générale et que le chômage pourrait exploser.

À chaque annonce de

licenciements, le patronat et ses nombreux alliés mettront en avant les cas particuliers, les spécificités. Ils le font déjà en dissertant sur les prétendues difficultés propres de Renault, les particularités de l'industrie touristique ou le marché mondial des avions de ligne. Il se trouvera bien sûr des bons apôtres pour proposer tel ou tel plan de relance, pour telle ou telle catégorie ou branche d'industrie. Poser au nom des salariés la question de ce que devraient faire les patrons est inutile : ils chercheront à maintenir leurs profits et ils ne peuvent le faire qu'en sacrifiant les salariés. C'est le système capitaliste en faillite qui tente de perdurer en écrasant la classe travailleuse.

Pour les travailleurs, il n'y a pas plus de solution locale qu'il n'y a de solution individuelle. Les capitalistes se débattent pour

leur survie dans cette crise en se battant les uns contre les autres et tous ensemble contre la classe travailleuse. Cette dernière ne peut se défendre que comme un tout, en exigeant que chaque travailleur ait

un emploi et un salaire. Et, puisque les responsables de la crise prétendent qu'il n'y a pas assez de travail, il faut les contraindre à le répartir entre tous les bras disponibles.

Paul Galois

Le virus destructeur de l'économie ?



Automobile : plan d'urgence pour le profit

Mardi 26 mai, Macron, en visite dans une usine Valeo du Pas-de-Calais, a annoncé de nouveaux cadeaux au patronat. Sous prétexte de difficultés pour la filière automobile, l'État va déboursier en tout huit milliards d'aides diverses aux patrons de ce secteur, ce qui revient à dire en priorité aux trusts que sont Renault et PSA.

Afin de préparer le terrain, la presse s'était fait l'écho des pleurs des patrons de l'automobile pour les plus de 80% de chute des ventes en ce début d'année. Les ventes n'ayant pas eu lieu durant cette période de confinement, près de 400 000 véhicules sont stockés et ces invendus font faire des cauchemars aux capitalistes car c'est de l'argent immobilisé donc perdu. Les trusts vont donc connaître des baisses de leur chiffre d'affaires, mais outre le fait que ce n'est pas aux travailleurs de payer en perdant

leur emploi et donc leur seul moyen de vivre, ces capitalistes ont les reins solides et peuvent largement affronter cette crise.

Depuis plus de quinze ans, les ventes de voitures augmentent, par exemple pour PSA qui bat record sur record chaque année. Les baisses d'effectifs ont aussi permis aux patrons de faire des gains de productivité qui se sont traduits en milliards de profits. Renault dont les ventes ont été plus chaotiques a quand même accumulé 24 milliards de profits en dix ans.

PSA a engrangé de son côté 10,8 milliards d'euros de bénéfices en cinq ans.

Dans le reste de la filière, en dehors de quelques trusts équipementiers comme Valeo ou Faurecia, bien des sous-traitants sont en fait déjà complètement étranglés par les grandes marques, les donneurs d'ordres. Donc même si une partie des huit milliards servaient à leurs entreprises, les constructeurs automobile sauraient récupérer ces sommes en jouant sur le prix des pièces.

Le chantage à la faillite ne date même pas du confinement. En novembre 2019, le président de la plateforme de la filière automobile, Luc Chatel, ancien ministre, expliquait que la filière « ne survivra pas sans un plan d'urgence ». Pour le passage

à la voiture électrique, les patrons exigeaient que l'État les aide en mettant la main à la poche.

La crise sanitaire venant renforcer leurs exigences, Macron s'est exécuté. Il promet de nouvelles primes pour les acheteurs de voitures neuves, qu'elles soient électriques, hybrides ou même diesel, et la construction des bornes électriques à la charge de l'État. Il met sur la table des centaines de millions pour les investissements nécessaires afin que les chaînes de production se modernisent et que la fabrication de batteries électriques s'intensifie. Car même pour faire fructifier leur capital, les capitalistes ne veulent pas déboursier les sommes nécessaires.

En échange, les patrons n'ont même pas à s'engager

à conserver les emplois. Dans son discours Macron n'a pas évoqué le sort des travailleurs des usines Renault de Flins, de Dieppe, de Choisy-le-Roi ou de la Fonderie de Bretagne. Quant aux promesses de relocalisations, elles ne veulent rien dire pour les travailleurs. En effet, cela ne signifie même pas que les emplois seront maintenus mais que les patrons trouveront de nouvelles sources de profits.

Pour défendre leur emploi et donc leur peau, les travailleurs ne doivent compter ni sur Macron ni sur aucun gouvernement. C'est en combattant pour imposer que les grands capitalistes prennent sur leurs fortunes qu'ils pourront sauver leurs emplois.

Marion Ajar



LE COURRIER PICARD

Cause toujours...

La ministre de la Transition écologique vient d'écrire à 90 grands patrons pour leur demander de « faire plus pour la planète ».

Elle ne pouvait pas faire moins, car le chef du Medef, le principal syndicat patronal, venait de lui écrire pour lui demander

de suspendre les obligations en matière de défense de l'environnement, sous prétexte de la crise.

Sauf que dans cet échange de courrier, ce qui compte, c'est qui décide. La ministre peut faire de l'esbroufe, le patronat fera ce qu'il veut.

Chômage partiel : un cadeau surtout au patronat

Depuis le début du confinement, l'État rembourse 100% des rémunérations des 10,6 millions de salariés placés en chômage partiel. Le gouvernement a décidé de passer ce taux à 85%, laissant à la charge des patrons les 15% restants.

La mesure devrait entrer en vigueur le 1^{er} juin sauf pour les entreprises fermées pour des raisons sanitaires, telles que les cafés ou parcs d'attractions. Cette mesure, qui concernait les travailleurs gagnant moins de 4,5 fois le salaire minimum, a permis à des milliers d'entreprises, dont les plus grosses, de ne rien payer pour maintenir les effectifs alors que la pandémie imposait la fermeture de l'entreprise. Si le salarié ne recevait que 84% de son salaire net, le patron en revanche ne dépensait rien en fait de salaires.

Ce cadeau aux entreprises, qui devrait coûter pour le seul mois d'avril

24 milliards si tous les dossiers déposés sont acceptés, se poursuivra donc pour le moment sans date limite, en coûtant désormais quelques sous aux patrons. Malgré l'ampleur du cadeau, ceux-ci ne sont pas satisfaits: le Medef s'inquiète que des secteurs en difficulté soient oubliés. Selon le président de l'Union des entreprises de proximité (artisans, professions libérales...), « On fera avec, mais tout dépendra des autres mesures de soutien, comme celle portant sur le fonds de solidarité ou les exonérations de charges ». Celui des petites et moyennes entreprises considère que « c'est plus rude que ce que nous attendions, mais de toute

façon le signal était donné depuis plusieurs jours ». Et de conclure : « Les entreprises qui n'ont pas l'activité suffisante et de visibilité quant au retour à l'emploi de leurs salariés actuellement au chômage partiel n'auront d'autres choix que d'enclencher les licenciements économiques. »

Ces représentants patronaux sont beaucoup plus discrets sur le cas des entreprises qui fraudent en déclarant leurs salariés en chômage partiel tout en les faisant travailler. Le cabinet Technologia estime que cette escroquerie est le fait d'un quart des entreprises.

Le chantage sous-jacent de ces patrons et en particulier des plus gros est significatif. Puisque la société paye, ils tiennent à profiter de l'aubaine le plus longtemps possible.

Inès Rabah



Police : qui a dit la vérité...

« Il y a des hommes et des femmes qui se font massacrer quotidiennement, en France, tous les jours, pour nulle autre raison que leur couleur de peau. [...] C'est l'une des raisons pour lesquelles les gens sont fâchés après la police. »

C'est ce que la chanteuse Camélia Jordana, issue de l'immigration algérienne, a déclaré au sujet des violences policières lors de l'émission On n'est pas couchés, à laquelle elle participait le 23 mai.

« Il y a des milliers de personnes qui ne se sentent pas en sécurité face à un flic et j'en fais partie », a ajouté la chanteuse. Il n'en fallait pas plus pour que des députés de droite et d'extrême droite et des syndicalistes policiers se

déchaînent contre elle. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a qualifié ses propos de « mensongers et honteux ».

Faire allusion au racisme d'une partie de la police, qui plus est lors d'une émission de grande écoute, ne saurait donc être qu'une calomnie. Pourtant il y a trois semaines, deux policiers marseillais ont été condamnés à des peines de prison pour avoir passé à tabac un jeune Afghan sur un parking; après s'être

défoulé, un des deux policiers avait dit à l'autre : « Ça fait du bien ! ». À l'Île-Saint-Denis, fin avril, des policiers ont tabassé un Égyptien qu'ils avaient sorti de la Seine. « Un bicot comme ça, ça nage pas », avait dit l'un. « Haha ça coule, tu aurais dû lui accrocher un boulet au pied », avait répondu un autre.

Les propos « mensongers et honteux » ne sont pas ceux de Camélia Jordana mais ceux qui veulent couvrir le racisme dans la police. Mais comme aurait dit un autre chanteur, « cette jeune fille a dit la vérité, elle doit être exécutée » !

M.B.

Darmanin : tambouille populiste

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, s'était jusque-là surtout signalé par la rapidité avec laquelle il changeait de mangeoire. Il a en effet soutenu successivement tous ceux qu'il croyait capables, à droite, de lui faire monter un échelon, jusqu'à être député et maire de Tourcoing.

Puis, sa dernière locomotive, Sarkozy, ayant déraillé à la primaire de la droite, Darmanin a accroché son wagon à Macron, avant l'élection. Il en a été payé d'un maroquin.

Voulant cultiver la fibre populaire et se prétendant triomphalement réélu à Tourcoing, avec certes 60% des voix mais avec aussi 75% d'abstention, Darmanin a présenté par voie de presse sa demande de montée en grade. Il a montré sa force en obtenant du gouvernement d'être à la fois ministre et maire, il a abondamment fait référence à de Gaulle, ressorti des oubliettes l'idée de participation chère au général et celle de la fracture sociale utilisée un temps par Chirac.

Il y aurait même, d'après Darmanin, un risque de retour de la lutte de classe. Et, maire de Tourcoing, il prétend connaître la question.

Il y aurait en effet de quoi, cette ville du Nord a grandi de l'exploitation féroce des ouvriers du textile et a déperissé quand les patrons ont trouvé des utilisations plus rentables de leurs capitaux, laissant derrière eux friches industrielles et misère sociale. Mais ce n'est pas du tout de cela que parle Darmanin, pas plus que de Peugeot, Michelin, Mulliez, Arnault et des autres familles régnantes. Sa fibre populaire, ou plus exactement populiste, le pousse à voir l'opposition de classe entre la femme de ménage et le cadre qui télétravaille, entre le routier et l'intellectuel qui a accès à la culture.

Les Darmanin ont beau changer de chaudron, de sigle et de génération, ils ressortent toujours la même vieille soupe visant à diviser les classes populaires et à épargner la classe dominante.

Paul Galois

Villiers, Zemmour... : les amis du président

Le 20 mai, Philippe de Villiers a appris que le parc d'attractions du Puy du Fou dont il est le fondateur pourra rouvrir à partir du 11 juin, alors que de nombreux organisateurs de festival en sont encore à se demander s'ils pourront reprendre leur activité et alors que même les parcs et jardins de Paris restent fermés.

Si de Villiers a pu bénéficier d'un traitement de faveur c'est grâce à l'intervention personnelle de Macron, qui a poussé la bienveillance jusqu'à lui adresser un texto l'informant de la bonne nouvelle.

Ce n'est pas la première fois que Macron témoigne publiquement sa sympathie pour cette figure de la droite catholique réactionnaire et souverainiste. Et ces derniers temps, d'autres personnages tout aussi choisis ont bénéficié de la sollicitude présidentielle. Ainsi, après s'être fait cracher dessus dans la rue au début du

mois de mai, Éric Zemmour, ce journaliste connu pour ses discours orduriers et racistes à l'égard des musulmans, a eu droit à un coup de téléphone du locataire de l'Élysée.

Les yeux rivés sur l'horizon de la présidentielle de 2022, Macron en est à faire des œillades à l'extrême droite. Il est vrai qu'il a aussi téléphoné à l'humoriste Jean-Marie Bigard et qu'il a fait le voyage de Marseille pour rencontrer le professeur Raoult. Visiblement, le confinement à l'Élysée ne fait pas que du bien...

Marc Rémy



Le Puy du Fou rouvrira dès le 11 juin.

Impôts : pour faire payer les riches, il faut les renverser

Laurent Berger, la CGT, des économistes, La France Insoumise, le Parti socialiste et bien d'autres : de nombreuses voix se sont fait entendre ces dernières semaines pour demander une augmentation des impôts pour les riches en général, et le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en particulier.

Mais l'ISF est en fait un trompe-l'œil. Créé en 1981, supprimé une première fois par Chirac en 1986, rétabli en 1989 et supprimé de nouveau par Macron en 2017, au travers de ses différentes formes, cet impôt n'a pourtant jamais rapporté beaucoup à l'État : 4,2 milliards d'euros en 2017. Il constituait avant tout un symbole adressé à l'électorat populaire par les gouvernements qui l'avaient institué, et, inversement, à l'électorat bourgeois et petit-bourgeois par les gouvernements qui l'ont supprimé. Mais jamais il n'a été un moyen de faire vraiment payer les riches, et il n'avait pas été créé pour cela. D'autant que, comme pour tous les impôts, les bourgeois avaient mille moyens d'y échapper : feu Liliane Bettancourt, longtemps première fortune française, ou Bernard Arnault, actuel tenant du titre, n'en ont jamais payé qu'une infime part.

Ce que rapportait l'ISF restait donc bien loin du tas d'or qui se mesure en centaines de milliards d'euros versés chaque année par

l'État aux entreprises et à la bourgeoisie. Et si celui-ci vient ainsi au secours des capitalistes, il n'a aucunement l'intention de leur présenter la note par la suite. Il compte bien en revanche la faire payer au reste de la population.

Non seulement le rétablissement de l'ISF ne suffirait pas à faire payer les riches, mais le pouvoir pourrait en tirer argument pour faire accepter des sacrifices bien plus importants au monde du travail. C'est ainsi que le justifie par exemple Raymond Soubie, ex-conseiller social de Sarkozy : « Si des gens perdent leur emploi, si l'on demande des sacrifices à des salariés pour préserver le leur, il sera difficile de ne pas prendre des mesures de solidarité de ce type », a-t-il estimé récemment.

Pour le moment, le gouvernement trouve que même cet impôt dérisoire est de trop et a totalement écarté l'idée de son retour. Par contre, à la question « qui va payer ? » il a commencé à répondre en prolongeant jusqu'en 2033, au

lieu de 2024, la CRDS, cet impôt de 0,5 % touchant presque tous les revenus, de toute la population.

Mais quand bien même il serait rétabli, en quoi l'ISF protégerait-il les travailleurs des attaques de la classe capitaliste ? Empêcherait-il Renault, par exemple, de fermer quatre usines et de supprimer des milliers d'emplois ? Pour maintenir leurs profits au travers de la crise, les capitalistes ferment des entreprises, licencient et imposent à ceux qui restent des pertes de salaire, des conditions dégradées et une exploitation renforcée. Le tout avec le soutien sonnant, trébuchant et législatif de l'État et du gouvernement. Loin de n'être qu'une répartition inéquitable des richesses, c'est une dictature imposée au monde du travail par les capitalistes. Elle leur est rendue possible non seulement parce qu'ils sont riches, mais avant tout parce qu'ils possèdent entreprises, banques et capitaux et que l'État, quel que soit le gouvernement, leur est entièrement dévoué.

Y mettre un terme ne relève donc pas de l'impôt, mais de la lutte consciente des travailleurs pour s'emparer du pouvoir, et mettre fin à un système qui provoque crises, chômage, guerres et dévastations.

Jacques Le Gall



Mayotte : catastrophe prévisible

À Mayotte, département le plus pauvre de France, la situation est catastrophique. C'est encore aujourd'hui le seul département à ne pas avoir été déconfiné. Et pour cause ! Pour une population de 260 000 habitants, le nombre de malades du Covid a dépassé 1 600 et il y a déjà plus de 20 morts.

Trois logements sur dix n'ont pas accès à l'eau potable et 57 % sont surpeuplés. 5 000 personnes survivent dans des taudis. Comment pourraient-elles respecter ne serait-ce que les simples gestes barrières ? Quel sens peut avoir la consigne « Restez chez vous » quand on vit dans une case en tôle où il peut faire jusqu'à 40 degrés le jour ?

Devant cette situation catastrophique, la directrice de l'ARS locale, l'ancienne ministre de l'Environnement Dominique Voynet, a déclaré lundi 25 mai que « l'épidémie n'est pas derrière nous » en s'inquiétant « du climat général de relâchement ». Cette ancienne candidate des Verts à la présidentielle de 1995 et de 2007, ministre de Jospin de 1997 à 2001, ex-sénatrice et ex-maire de Montreuil, a une longue pratique des compromis au service de sa carrière. Le 1^{er} janvier 2020 Macron et Buzyn lui ont fait cadeau de la dix-huitième agence régionale de santé, créée en divisant celle de La Réunion.

Dans un tel monde, un cadeau ne se refuse pas et de plus il oblige. Il faut

alors se serrer les coudes pour masquer l'incurie et la responsabilité des amis du pouvoir. Si Dominique Voynet doit bien admettre ce qui ne peut pas être dissimulé, le nombre de tests qui a récemment baissé par exemple en raison d'un manque de réactifs dans le seul laboratoire privé de l'île, c'est pour aussitôt stigmatiser la population.

Car d'après elle, s'il y a eu moins de dépistage, c'est aussi à cause de la fin du ramadan qui a davantage incité la population à préparer l'Aïd qu'à se rendre aux Urgences. Ce week-end là, « il y avait plus de gens à Dubai (quartier très commerçant de Majicavo, sur la commune de Koungou), qu'au centre hospitalier de Mayotte » a-t-elle regretté.

L'État français, qui a maintenu l'île dans le sous-développement sous la tutelle d'un appareil politique et administratif à fort relent colonial, porte une lourde responsabilité dans la propagation du virus à grande vitesse et les conséquences désastreuses pour les classes populaires de Mayotte.

Émile Grondin



CDG Express : priorité à la première classe

La construction de la ligne Charles-De-Gaulle Express, devant relier l'aéroport de Roissy à la capitale, est dénoncée depuis plusieurs années par les associations d'usagers, les élus locaux et les cheminots.

Baptisé à juste titre « le train des riches », moyennant 24 euros, il éviterait, par un trajet direct de 20 minutes, aux hommes d'affaires et aux touristes aisés d'emprunter le RER B, bondé, omnibus

et sujet à de multiples incidents et retards. Cette ligne 1^{re} classe, avec 20 000 passagers quotidiens contre deux millions dans le RER surpeuplé, opérerait une vraie « distanciation sociale ».

La mise en service, prévue initialement pour les JO de 2024, avait été repoussée pour permettre la semi-automatisation des RER B et D. Alors que le réseau banlieue est au bord de la rupture, cet aménagement devait permettre une meilleure fluidité du trafic et plus de trains. Mais ces travaux viennent d'être repoussés par SNCF Réseau au plus tôt

après ceux de la ligne CDG Express. Double peine pour les usagers, les travaux de la ligne nouvelle empruntent une partie du réseau existant et vont provoquer un cauchemar pendant des années, car la moindre intervention sur le réseau saturé de la banlieue Nord interrompt toute circulation.

Même Valérie Pécresse, présidente de la Région

Île-de-France, a fait mine de s'indigner de l'inversion du calendrier. Depuis l'origine, elle a pourtant approuvé et défendu le train des riches, avec un sûr instinct de classe : à ses yeux, le confort d'un bourgeois de passage vaut bien mieux que celui de cent usagers quotidiens des cités d'Aulnay, Sevran ou du Bourget.

Christian Bernac

Enseignement: **Blanquer ou le bluff permanent**

Deux semaines après la réouverture des écoles, force est de constater qu'elles ne font pas le plein. Le ministre de l'Éducation nationale a beau afficher partout sa satisfaction et prétendre que 80% des écoles sont ouvertes, c'est de la poudre aux yeux.

Dans de nombreuses communes, les maires ont refusé d'ouvrir leurs écoles parce que le protocole de réouverture exigeait une désinfection permanente des locaux et qu'ils n'avaient ni les effectifs ni le matériel pour le faire. Cela n'empêche pas le ministre de continuer à mentir comme un arracheur de dents.

Il est tout aussi difficile de savoir combien d'enfants retournent réellement en cours et dans quelles conditions. Il est sûr que ce sont plutôt les bons élèves et ceux venant des milieux les plus favorisés qui rentrent en premier. On est loin des beaux discours du ministre affirmant qu'il voulait, en ouvrant en mai, lutter contre le décrochage scolaire.

Les enfants des milieux les plus défavorisés sont les derniers à revenir à l'école, d'abord parce que leurs parents n'ont aucune confiance

dans les autorités et doutent des mesures sanitaires mais aussi parce que les enfants ont perdu pied pendant le confinement. Sans parler de la nécessité pour les familles d'acheter elles-mêmes les masques des enfants. En effet, le ministre a eu beau se gargariser de la continuité pédagogique pendant cette période et affirmer contre toute vraisemblance que tout était prêt pour permettre l'école à distance, la réalité est tout autre. Tous les chiffres avancés par le ministère sont pipés. Au lycée Paul-Éluard à Saint-Denis, la direction considère qu'un élève qui s'est connecté une fois à pronote (la plateforme qui présente les devoirs, les notes) n'est pas un décrocheur. Pour autant, rien ne dit que cet élève suit les cours, rend des devoirs à ses professeurs. En réalité, dans nombre de lycées et collèges, la moitié voire la totalité des élèves n'ont plus aucun



LIONEL GUERICOLAS/MPP SIPA

contact avec les enseignants.

Alors que le manque de contact réel a montré l'absurdité de parler des bénéfices de l'enseignement à distance, dans l'enseignement supérieur il est vu comme une solution à la rentrée universitaire.

Les affabulations du ministère ne servent qu'à masquer l'absence de moyens mis en œuvre pour permettre aux cours de reprendre réellement. Il n'a en effet pas de solution. Depuis des années, les classes surchargées ne permettent pas

aux élèves de réussir. C'est toute l'année qu'il faudrait des effectifs à quinze par classe! Pour cela, il faudrait adapter les locaux et surtout embaucher massivement des enseignants, du personnel de service

Aline Urbain

Écoles du Val-de-Marne: une reprise chaotique

Après plusieurs modifications, le protocole sanitaire à appliquer pour la réouverture des écoles est arrivé la semaine précédant le 11 mai: à charge des équipes des écoles et des communes de prévoir la désinfection et l'entretien, de préparer les classes et les parcours pour qu'il y ait un minimum de croisements.

Dans une première version du protocole, il était prévu que la température des enfants soit prise à leur arrivée à l'école. Mais sans doute parce qu'il n'y a pas assez de thermomètres à infra-rouge sans contact pour toutes les écoles, cela a été annulé. Si un élève ne se sent pas bien, il est demandé au personnel de l'envoyer

dans un local isolé (à trouver et sous la garde de qui?) avec un masque (tout en sachant qu'il n'y en aura pas pour tous et que d'ailleurs le port du masque pour les enfants n'est pas préconisé) et d'appeler les parents pour qu'ils viennent le chercher.

Le gouvernement s'est félicité de la reprise mais en réalité dans l'académie

de Créteil pas plus de 6% des élèves ont repris. Face à l'impréparation et aux risques encourus, beaucoup de parents ont fait le choix de les garder à la maison, certains exprimant qu'ils ne voulaient pas les mettre en première ligne et qu'ils servent de «cobayes».

Certaines mairies ont annoncé qu'elles ne pouvaient pas assurer l'ouverture des écoles le 11 mai du fait du manque de personnel et de moyens: à Ivry, seulement un tiers des masques commandés étaient parvenus, la priorité ayant été donnée à la

livraison aux grandes surfaces pour la vente!

La mairie a proposé d'ouvrir cinq pôles d'accueil éducatif, à partir du 18 mai, pour les enfants en décrochage scolaire et pour répondre à des situations familiales difficiles. La plupart des enseignants ont adhéré à ce projet, qui laissait une semaine de plus pour organiser les écoles et les classes.

Les équipes enseignantes ont dû se débrouiller pour réorganiser les espaces, coller des adhésifs sur les sols pour flécher le parcours des élèves dans les couloirs.

Dans une école de Créteil, une enseignante a même dû aller acheter le scotch...

Et il faut évidemment continuer le télétravail afin d'assurer les cours pour les enfants restés à la maison.

Les consignes pour l'accueil des élèves ou l'organisation changent d'une commune à l'autre et d'un jour à l'autre. Tout donne un sentiment de précipitation, de manque de moyens, d'impréparation et de mépris: mépris des enfants, de leur famille, mépris des enseignants et des agents des écoles.

Correspondant LO

Apprentissage: presque gratuit, c'est encore trop cher!

Dans un communiqué daté du 20 mai, le syndicat des patrons, le Medef, et un collectif de grandes entreprises ont réclamé la mise en place d'une aide de l'État de 10 000 euros pour le recrutement d'un apprenti en 2020.

Comme d'habitude, les mêmes qui massacrent l'emploi au quotidien ont essayé de justifier au nom de l'emploi des jeunes un nouveau cadeau estimé à plus de quatre milliards d'euros. La signature du groupe Renault, qui menace actuellement de

fermer quatre usines, rend encore moins crédible le prétexte de la lutte contre le chômage.

Les signataires ont aussi agité le chiffon du sempiternel soutien aux PME en difficulté tout en demandant que cette aide aille à toutes les entreprises, y

compris les plus grandes.

Les apprentis constituent aujourd'hui une main-d'œuvre presque gratuite pour le patronat. Par exemple, un apprenti de moins de 18 ans en première année de formation touche 27% du smic, soit une rémunération mensuelle brut de 416 euros. En fait, avec les subventions et aides déjà existantes, un patron d'une entreprise de moins de 250 salariés ne paie de sa poche pour ce jeune travailleur que

79 euros par mois. Il n'est donc pas étonnant que le nombre d'apprentis ait atteint un record en 2019, avec 485 000 apprentis, soit une hausse de 16% par rapport à 2018.

Mais disposer d'une main-d'œuvre presque gratuite n'est apparemment pas assez pour le patronat. En cette période de crise économique, il est plus que jamais avide d'aides publiques. Et il sait qu'il peut compter sur un État toujours plus attentif à

satisfaire ses désirs.

Ainsi, à peine deux jours après ce communiqué, le ministre de l'Économie, Le Maire, s'empressait de déclarer qu'il regardait «toutes ces propositions», et que «des mesures portant sur le soutien à l'apprentissage» seront proposées dès le 10 juin prochain.

En clair, le patronat ne devrait pas attendre trop longtemps pour toucher un nouveau pactole!

Arnaud Louvet

Covid-19 : le gouvernement ne sait toujours pas compter

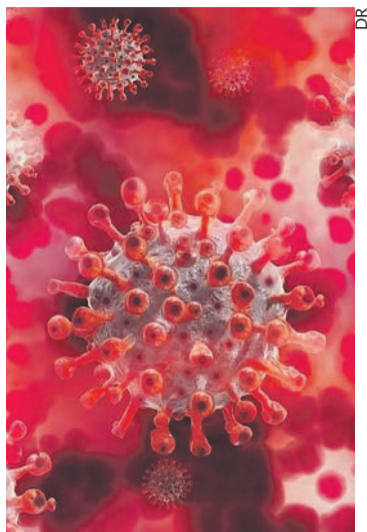
Dans les hôpitaux, le personnel soignant constate que le nombre de malades du Covid-19 diminue et espère que cette amélioration va se poursuivre dans les semaines à venir. Les chiffres donnés par le gouvernement vont également dans ce sens et semblent confirmer que la remontée de l'épidémie après le déconfinement devrait être limitée.

Ces statistiques, présentées souvent comme des vérités indiscutables, sont en fait assez douteuses. Le nombre déclaré de patients positifs dépend clairement du nombre de tests et il est largement admis aujourd'hui que ce chiffre est sous-évalué. Le nombre de patients décédés est très incomplet : il ne tient pas encore compte des morts à domicile et les données issues des Ehpad varient curieusement. Mardi 19 mai, le total des décès dans les maisons de retraite a même diminué par rapport à la veille, et le week-end suivant aucun nouveau chiffre n'a été annoncé pour les Ehpad. Le bilan de l'épidémie peut donc réserver bien des surprises sur le modèle de ce qui se passe en Italie où l'Institut de sécurité sociale, l'INPS, vient d'ajouter environ 19 000 morts au 28 000 dénombrés jusque-là

par la protection civile.

Au début de l'épidémie les données officielles étaient quasiment fantaisistes, puisqu'on ne disposait pas d'assez de tests, et c'est bien le débordement des hôpitaux de l'Est qui a fait tirer le signal d'alarme et entraîné la mise en place du confinement. La situation n'a pas changé et si une deuxième vague se produisait on ne l'apprendrait probablement pas non plus grâce aux statistiques officielles.

Ces chiffres optimistes sont en tout cas bien pratiques pour justifier les nouvelles mesures de déconfinement et notamment la mise en place du deuxième tour des élections municipales le 28 juin. Comme l'organisation du premier tour à la veille du confinement a été largement critiquée, le gouvernement imagine de nouvelles mesures de



protection qui risquent de le transformer en farce. Les électeurs iront probablement aussi peu aux urnes que les enfants vont à l'école actuellement. À moins que l'élection ne soit reportée au dernier moment.

L'improvisation au jour le jour continue donc, à grand renfort d'arguments pseudoscientifiques et de statistiques décidément peu fiables. Comment s'étonner si la confiance dans le gouvernement, selon toutes les études, continue de diminuer?

Jean Pollus

Chloroquine : une polémique loin d'être close

Depuis le début de la pandémie une polémique fait rage autour de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine. Aux médecins qui s'affrontent par médias interposés se sont ajoutés des politiciens sans aucune compétence scientifique venus mettre leur grain de sel.

Après Macron, qui avait rendu visite au docteur Raoult car il « discute avec tout le monde », ce sont maintenant Trump et Bolsanoro, dont on apprend qu'ils prennent préventivement de la chloroquine. Sans rire Trump explique que « si ça ne me fait pas de bien ça ne me fera pas de mal »...

La polémique a maintenant rebondi avec la publication par la revue scientifique *The Lancet* d'une étude comparant les traitements de 96 000 patients dans 671 hôpitaux. 15 000 d'entre eux ont reçu de la chloroquine ou de l'hydroxychloroquine, seules ou associées à un antibiotique. Leurs dossiers médicaux ont été comparés à ceux de 81 000 patients n'ayant pas reçu ces traitements. Les auteurs de l'étude concluent que chez ces patients hospitalisés « les chances d'améliorer l'état des

malades sont plutôt minces » et que le risque de mortalité est plus élevé chez les patients recevant chloroquine ou hydroxychloroquine.

Ils admettent cependant les « limites » de leur étude puisqu'elle ne répond pas aux critères habituels des études scientifiques dans lesquelles les groupes des patients sont tirés au sort sans que ni le médecin ni le patient ne connaissent le médicament administré. On parle alors d'étude randomisée (tirage au sort) en double aveugle (le médecin et le malade ne savent rien du traitement administré).

Les limites de l'étude du *Lancet* font que les partisans de Raoult ont beau jeu de nier ses résultats, ajoutant qu'elle n'inclut que les patients hospitalisés, alors que pour Raoult le traitement doit être pris avant l'hospitalisation... comme

le fait Trump. Alors la polémique est loin d'être close et ne le sera pas tant que des études scientifiques contestées dans leur méthodologie n'auront pas été menées à leur terme.

On en est encore loin, à voir ce qui se passe avec l'étude Discovery, grande étude européenne avec 32 000 patients, annoncée triomphalement par Olivier Véran début avril et aujourd'hui à l'arrêt puisque seuls les 800 patients français ont été sélectionnés. On en parle maintenant comme de l'étude Fiascovery.

En attendant il est quand même clair que les preuves de l'efficacité des médicaments déjà utilisés pour d'autres maladies, la chloroquine et d'autres, se font attendre et qu'aucun d'entre eux ne permettra de guérir tous les malades. La meilleure solution thérapeutique à venir semble donc toujours être la vaccination. Mais peu importe, les politiciens et autres démagogues qui ont vu là un hochet à agiter ne sont pas près de le lâcher.

Cédric Duval

Trusts pharmaceutiques : course aux vaccins et course aux profits

Après les déclarations sur l'utilisation du vaccin sur lequel les équipes de Sanofi travaillent, Macron et Merkel ont protesté. Ils refusent que les États-Unis soient favorisés sous prétexte qu'ils auraient mis plus d'argent dans la recherche et déclarent le vaccin « bien commun du 21^e siècle ».

Cette découverte est pour le moins tardive de la part des deux dirigeants européens. La commercialisation d'un vaccin dépend aujourd'hui des législations de chaque pays et est régie par les règles de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, qui oblige chaque État membre à respecter les « droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce ». Ceux-ci doivent donc verser des royalties pendant vingt ans au laboratoire détenteur du brevet.

C'est déjà pour faire appliquer ces règles que les trusts pharmaceutiques avaient intenté dans les années 1990 des procès à un pays comme l'Afrique du Sud qui prétendait fabriquer des génériques des médicaments antirétroviraux contre le Sida. Finalement après quatre années de procédure, les laboratoires pharmaceutiques avaient dû renoncer en 2001 et les 4,7 millions de séropositifs, soit 10 % de la population sud-africaine, avaient pu être soignés à des tarifs très inférieurs à ceux pratiqués en Europe et aux États-Unis, environ 400 dollars au lieu de 20 000 à 30 000 dollars.

Mais si les trusts phar-

maceutiques doivent parfois reculer et renoncer à une petite partie de leurs profits colossaux, ce n'est pas l'absence d'un brevet qui pourrait rendre l'accès à un futur vaccin antiCovid-19 plus facile pour tous les malades dans le monde. Salk, inventeur d'un des vaccins contre la poliomyélite, n'avait pas breveté sa découverte, déclarant : « Pourrait-on breveter le Soleil ? ». Le médecin suisse Didier Pittet fit de même dans les années 1990 en ne brevetant pas la solution hydroalcoolique. Cela n'a pas empêché ni Sanofi, qui fabrique le vaccin contre la poliomyélite, ni L'Oréal et LVMH qui fabriquent du gel, de s'approprier la fabrication de ces produits non brevetés, et d'en tirer de substantiels profits aux dépens des patients.

Pour bénéficier des progrès de la médecine sans devoir passer par les exigences des trusts ou de l'OMC, il ne suffira pas d'interdire les brevets. Il faut ôter aux trusts de la pharmacie comme à tous les autres le pouvoir qu'ils exercent, avec ou sans brevets.

C. D.



Europe : Merkel-Macron, une déclaration d'intention

Le 18 mai, Merkel et Macron ont proposé que l'Union européenne puisse emprunter 500 milliards d'euros qu'elle pourrait redistribuer dans n'importe quel pays, sous formes d'aides ou d'investissements.

Cet accord n'est à ce stade qu'une déclaration d'intention déjà rejetée par plusieurs gouvernements d'Europe du Nord, mais cette proposition voudrait marquer un tournant.

Jusqu'à présent, chaque État emprunte puis rembourse lui-même les sommes qui lui manquent pour boucler son budget ou pour rembourser les emprunts précédents. L'euro a beau être la monnaie commune de dix-neuf pays, les banquiers n'offrent pas les mêmes taux aux pays considérés comme sûrs et solvables et à ceux qui sont surendettés. Ils spéculent en faisant monter les enchères. Ainsi le taux d'intérêt de la France pour un emprunt à dix ans est à ce jour de 0%, celui de l'Allemagne est négatif à - 0,45% tandis que celui de la Grèce ou de l'Italie est d'environ 1,6%.

Pour faire face à la crise du Covid-19, tous les États ont multiplié les plans d'aides à leurs industriels, leurs chaînes hôtelières, leurs secteurs touristiques sans parler

des salaires versés à la place des employeurs. Aucun État, pas même l'Allemagne réputée économe, ne dispose de ces sommes gigantesques qui se comptent en centaines de milliards d'euros. Tous devront emprunter et les taux d'intérêt commencent déjà à monter. Mais si rien ne change, des pays comme l'Espagne ou l'Italie, particulièrement touchés par les conséquences du Covid, et qui étaient déjà particulièrement en crise, se verront imposer par les financiers des taux d'usuriers. Comme la Grèce en 2015, ils risquent d'être étranglés ou mis en faillite. La zone euro, déjà ébranlée plusieurs fois entre 2010 et 2015, n'y survivrait pas. D'où la proposition Macron-Merkel de faire un emprunt commun au nom de l'UE, avec les taux d'intérêts les plus favorables pour abonder le budget de celle-ci et financer le plan de relance économique qu'Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, devait présenter le 27 mai.

Cette option avait été balayée par la France et l'Allemagne lors des précédentes crises de l'euro, sous le prétexte mensonger de ne pas faire payer à leur propre population les dépenses des pays jugés trop dépensiers. Sous prétexte « *qu'une dette ça se rembourse* », ils avaient seulement consenti à restructurer la dette de la Grèce, en contrepartie d'un plan d'austérité dramatique pour les classes populaires de ce pays. Pour garantir les dettes émises par les États, la BCE les rachète sans modération, ce qui revient à émettre de plus en plus de monnaie. Mais avec la crise actuelle, bien plus grave et qui frappe tous les pays, ces rafistolages, d'ailleurs contestés par la Cour constitutionnelle allemande, ne suffisent plus. C'est ce qui conduit les dirigeants français et allemands à changer leur fusil d'épaule.

Les grands groupes allemands ou français, dans l'automobile, la grande distribution, l'hôtellerie, ont des succursales et font des affaires dans tous les pays d'Europe. Ils seront au fond les principaux bénéficiaires des



sommes empruntées au nom de l'UE. En outre, ces mêmes capitalistes tiennent, pour les mêmes raisons, à la survie de la zone euro. C'est leurs intérêts qu'exprimait Angela Merkel quand elle déclarait, le 13 mai, « *il s'agit à présent [...] d'agir en responsabilité et de manière intelligente pour que l'euro puisse subsister* ».

Reste qu'un groupe de pays, l'Autriche, les Pays-Bas et les pays scandinaves, surnommés « les pays frugaux » parce que peu endettés et n'ayant pas programmé un vaste plan de relance, sont très hostiles à ce projet. Ils refusent de rembourser une dette commune dont leurs

capitalistes ne profiteront qu'à la marge. Et si Merkel, Macron, Conte, Sanchez et d'autres dirigeants européens réussissaient finalement à leur tordre le bras, les tractations entre eux pour organiser la répartition des sommes empruntées risquent d'être sans fin.

Comme toujours depuis la naissance de l'UE, les intérêts collectifs des capitalistes européens se heurtent à leurs intérêts particuliers et immédiats. C'est ce qui rend l'Union européenne et sa monnaie commune si fragiles, en particulier en période de crise.

Xavier Lachau

Toujours plus de murs face aux migrants

La crise du coronavirus s'est traduite pour les réfugiés en Europe par une montée des périls. Au lieu de venir en aide aux plus exposés à l'épidémie du fait des conditions de vie et des difficultés du périple, les gouvernements européens s'acharnent à faire du monde une planète sans visa, rendant la vie de tous de plus en plus difficile.

Le gouvernement anglais a mis en place depuis le mois de mai une opération baptisée « Sillath », qui s'appuie sur la législation européenne sur les migrations pour refouler en France de façon systématique les migrants qui parviennent à traverser la Manche. Cela se fait en collaboration avec le gouvernement français, qui n'est pas en reste.

Ainsi François Guennoc, le vice-président de l'association l'Auberge des migrants à Calais, dénonce une intensification pendant le confinement de la politique d'intimidation envers ses bénévoles de la part de la police à Calais ou Grande-Synthe. Celle-ci a pris appui sur les restrictions dues au Covid-19 pour multiplier amendes et gardes à vue. Cela explique en partie l'augmentation du nombre de ceux qui tentent au péril de leur vie la traversée de la Manche sur des embarcations de fortune.

D'après l'État anglais, plus

de 1200 personnes ont réussi la traversée depuis fin mars, contre environ 2500 pour l'ensemble de l'année 2019. Ce serait en partie dû au fait qu'il n'est plus tellement possible de se cacher dans des voitures ou des camions à cause du confinement. Mais il semblerait que ce soit aussi le cas en Méditerranée, où 1100 personnes ont tenté la traversée en avril 2020, deux fois plus qu'en avril 2019, d'après l'Observatoire international des migrations.

Il est évident que les raisons de prendre ces risques n'ont pas diminué. Lorsque des régions entières du globe sont transformées en enfer par les guerres et la misère que ce système génère, il n'y a guère d'autre possibilité que de chercher à survivre ailleurs. Les camps de réfugiés dans le monde n'ont jamais été aussi nombreux et invivables.

La seule réponse de l'Europe prétendument démocratique est de renforcer encore

et toujours sa politique de répression et de refoulement. Désormais, la police maritime de Malte peut renvoyer quelqu'un en Libye avant même qu'il pose le pied sur l'île. Et cela tout en sachant que les migrants y sont soumis à la torture par les groupes armés alliés des gouvernements européens.

Face à la menace du Covid-19, les frontières ont été présentées partout, et en dépit de toute réalité médicale, comme un moyen de protéger les populations. En Italie, la Ligue, le parti d'extrême droite, se sert de la peur du coronavirus pour dénoncer l'accueil des migrants qui accostent sur les côtes

italiennes, mais aussi les demandeurs d'asile en général. Elle fait des émules dans de nombreux pays, même s'ils sont là depuis longtemps.

Les frontières érigées comme des remparts et l'Europe hérissée de barbelés, voilà le visage qu'offre le continent aux plus pauvres.

Thomas Baumer



Migrants interceptés alors qu'ils essayaient de rejoindre l'Angleterre.

Allemagne : l'extrême droite défend la liberté d'exploiter

Chaque semaine, des rassemblements ont lieu en Allemagne contre les restrictions destinées à limiter la propagation du Covid-19. À part dans deux ou trois villes où ils réunissent quelques milliers de manifestants, ils restent très réduits.

Les seules restrictions encore en vigueur sont la distanciation physique et le port du masque dans les lieux fermés et les transports. Du coup, la virulence des protestations a de quoi laisser perplexe, de même que le mélange incongru des participants, avec des black blocs et autonomes, des personnes contestant la gravité voire l'existence du coronavirus, des adeptes de théories complotistes, et toujours plus de militants d'extrême droite et identitaires. Des personnes apolitiques,

venues parfois en famille, manifestent aussi, inquiètes pour les libertés publiques. Sur leurs pancartes, les manifestants brocardent l'obligation de port du masque comme une atteinte insupportable, certains allant jusqu'à revendiquer la liberté d'être contaminé!

Beaucoup ont le sentiment que l'épidémie est derrière eux. Mais en réalité ce n'est pas le cas, notamment pour la classe ouvrière. Depuis le déconfinement, les entreprises sont en effet parmi les

principaux nouveaux foyers du virus.

Au total, près de mille ouvriers des abattoirs ont été infectés, dont plusieurs dizaines ont dû être hospitalisés. En général originaires d'Europe de l'Est, ces ouvriers surexploités travaillent parfois jusqu'à seize heures par jour et n'ont souvent comme hébergement qu'un simple matelas dans un dortoir. Ces conditions inhumaines sont idéales pour le virus comme pour les profits des grandes enseignes de la viande.

Des foyers épidémiques sont apparus également parmi d'autres catégories de travailleurs, souvent également d'origine étrangère: ouvriers du bâtiment, ouvriers agricoles, de la logistique ou de



Manifestants AfD, le 17 mai à Berlin : « Famille, loi fondamentale de l'Allemagne ».

la grande distribution. Des foyers de réfugiés ont été touchés, ainsi que ceux – femmes de ménage, soignants et malades – qui fréquentent les hôpitaux et les hospices où il faut continuer à se battre pour obtenir un minimum de protections.

L'extrême droite noyautée ces manifestations pour tenter d'avancer ses pions dans une situation où l'inquiétude domine et alors qu'elle a eu du mal à occuper le terrain au plus fort de la crise. Elle se positionne en futur porte-parole de la fraction

de la petite-bourgeoisie, commerçants, restaurateurs, petits patrons, qui, pour faire face à ses problèmes économiques, revendique l'abolition de toute restriction. Cette extrême droite qui se prétend représentante des petites gens montre ainsi ce qu'elle est réellement: bien en phase avec le système capitaliste du chacun pour soi, et fondamentalement anti-ouvrière, elle défend la liberté de contaminer son voisin et la liberté d'exploiter sans contrainte.

Alice Morgen

Amérique latine : une violente crise sanitaire et économique

Selon l'OMS, l'Amérique latine est désormais le nouvel épicode de la pandémie. Mais tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Certains sont plus touchés que d'autres.

Et, pour tous, existe une autre menace, celle de la récession économique, ce qui signifie déjà pour les classes populaires de tout un continent, la maladie mais aussi la faim et la misère.

Parmi les pays les plus touchés, qui sont aussi les plus peuplés, il y a le Brésil et le Mexique, 340 millions d'habitants à eux deux, où les dirigeants politiques ont été aussi les plus laxistes, pour ne pas dire pire. Le Brésilien démagogue d'extrême droite Bolsonaro par exemple, imitant Trump, a multiplié les déclarations cyniques: « une petite grippe », « certains vont mourir, c'est la vie », « je ne suis pas entrepreneur des pompes funèbres », « je ne fais pas de miracles », tandis que

parallèlement, le nombre des morts grimpeait de 11 à 23 500 aujourd'hui. Le Mexique suit avec 7 633 décès, le Pérou 3 629, l'Équateur 3 203.

Bolsonaro s'est refusé à prendre des mesures de confinement et ne cesse de critiquer les autorités locales qui les ont mises en œuvre. Quant à Lopez Obrador, élu à la tête du Mexique avec une image d'homme de gauche, il s'est comporté, sans surprise, comme tous ses prédécesseurs, en bon allié des États-Unis. La raison en est que 80% des exportations mexicaines, notamment de pièces détachées industrielles, sont destinées au marché américain. C'est pourquoi, alors que l'épidémie atteint actuellement un pic, le président

engage le déconfinement en prétendant mensongèrement qu'elle est désormais « domptée »!

En Argentine, où on dénombre seulement 467 morts pour 46 millions d'habitants, le gouvernement péroniste a été plus respectueux des règles visant à limiter l'extension de la pandémie. Mais il doit faire face à une crise économique grave, qui a commencé bien avant lui avec son prédécesseur qui, en faisant appel aux crédits du FMI, a laissé en héritage une dette qui pèse lourdement. Techniquement, le pays est en faillite et les autorités tentent de renégocier la dette avec un FMI pas pressé de donner suite. En conséquence, la situation des travailleurs, des classes populaires, des retraités ressemble de plus en plus à celle d'après le krach de 2001. Les salaires sont en moyenne deux fois

en-dessous de ce qui permettrait de vivre normalement. 45% des retraités sont dans l'indigence et dans les quartiers les plus déshérités, bidonvilles ou régions très pauvres, c'est le retour de la faim. Le tiers des grandes entreprises se préparent à licencier avant la fin de l'année. Quant aux travailleurs qui résistent au patronat, il leur faut souvent affronter la police, et des ouvriers combattifs sont jetés en prison.

Partout l'épidémie a creusé les inégalités, notamment en Équateur où elle a été particulièrement meurtrière, car en Amérique latine, sauf à Cuba, le système de santé est lamentable. Les populations confinées n'étant plus en situation de gagner leur vie dans la rue, elles dépendent de l'aide alimentaire. Au Chili, cette dernière tardant à arriver, la population a repris le chemin de la

lutte qu'elle avait entamée avant le Covid. Le président milliardaire Pinera avait annoncé 2,5 millions de colis alimentaires pour les plus déshérités qui, excédés de ne rien voir venir, sont redescendus dans la rue. Une émeute de la faim a éclaté et des barricades ont été dressées dans une banlieue de Santiago. En Équateur aussi, des manifestations ont repris contre le régime et la contestation pourrait s'étendre.

Une officine de l'ONU a calculé que la récession en Amérique latine ferait reculer le produit intérieur brut de 5,3%. Et ce n'est qu'une moyenne. Les derniers chiffres connus en Argentine, datant de mars dernier où il n'y avait encore que dix jours de confinement, révèlent que cette baisse y était déjà de 11%.

Jacques Fontenoy



Construction de caveaux en Équateur.

Belgique : entre patrons et virus, les travailleurs payent le prix fort !

La Belgique fédérale ne compte pas moins de cinq gouvernements parmi lesquels neuf ministres se partagent les sujets de la santé. Il y a même un ministre fédéral des masques ! Cela n'a pas empêché le pays de compter un nombre record de morts du Covid, rapporté au nombre d'habitants.

Comme ailleurs, les hôpitaux ont traversé la crise sanitaire avec beaucoup de difficultés, car ils avaient subi des restrictions de budgets, la fermeture de dizaines d'entre eux, la suppression de milliers de lits, la compression du nombre de soignants, la limitation depuis 2005 de l'accès aux études de médecine... Ici aussi, un stock stratégique de deux millions de masques de protection avait été récemment détruit.

Le personnel de santé a dû faire face à l'explosion du nombre d'hospitalisations de malades du Covid-19 en manquant de tout : de vêtements de protection, de masques, de tests, de respirateurs, d'anesthésiant et de médicaments. Alors que les fédérations de médecins réclamaient elles-mêmes la réquisition d'entreprises pour fabriquer rapidement ces moyens de protection, les neuf ministres belges ont été unanimes pour s'en remettre au marché capitaliste, pour le plus grand bonheur de vendeurs plus ou moins véreux.

La pénurie de moyens

Pour faire face à la pénurie des moyens de traitement, les autorités ont divisé les malades en quatre catégories, basées sur l'état de santé, et déterminant l'accès aux soins intensifs... ou non. Un « simple » accident de santé, cancer ou dépression, fait basculer dans la catégorie « non prioritaire » pour les médicaments en

pénurie, même s'agissant de personnes jeunes, voire d'étudiantes infirmières envoyées en stage dans les unités de Covid-19 et donc exposées à la maladie !

Dans les Maisons de repos et de soins (MRS), l'équivalent des Ehpad français, la situation a été dramatique. Pour éviter de saturer les établissements hospitaliers, les pensionnaires atteints du Covid n'ont pas été envoyés à l'hôpital et le personnel des MRS a dû se débrouiller avec les malades et le virus. Sur les 10 000 décès dus au Covid-19, plus de la moitié ont eu lieu dans les MRS.

Les travailleurs non concernés par le confinement ont eux aussi manqué de moyens de protection. Le personnel des grandes surfaces n'a souvent obtenu les masques, les écrans de plexiglas aux caisses, la restriction du nombre de clients, qu'à force de protestations. Pourtant, dans ces mêmes grandes surfaces, les masques chirurgicaux sont apparus dans les rayons comme par enchantement un mois plus tard, pour être vendus au prix fort à la clientèle.

Dans les entreprises en activité, comme celles de l'agroalimentaire, les recommandations officielles sur les mesures de distanciation sociale et d'hygiène ont été appliquées à minima, quand elles ont été appliquées. Sur 385 entreprises visitées par l'inspection du travail durant les mois de



Admission en urgence aux cliniques Saint-Joseph à Liège.

mars et d'avril, 85 % ne respectaient pas ces règles.

Pour un million et demi de travailleurs, le confinement a entraîné la mise au chômage économique, avec une indemnité équivalente à 70 % du salaire brut. Mais dans les secteurs comme la restauration ou le bâtiment, le nombre d'heures non déclarées est très élevé.

Les écoles ont été fermées et les ministres concernés ont vanté les mérites de l'enseignement à distance, illustré par des reportages réalisés dans les milieux aisés. En réalité, au moins 15 % des enfants ne disposent au mieux que d'un smartphone et vivent dans des foyers où la connexion Internet est inexistante ou limitée.

Vers une hausse du chômage

À présent, une enquête du gouvernement et les annonces des organisations patronales évoquent la probable suppression de plus de 200 000 emplois, 5 % des quelque quatre millions de salariés. Cela s'ajouterait au 330 000 chômeurs recensés en janvier 2020.

La direction de la compagnie aérienne Brussels

Airlines, filiale de Lufthansa, a par exemple annoncé plus de mille suppressions d'emplois, tout en obtenant du gouvernement une aide de 290 millions d'euros. Les organisations syndicales et l'association des pilotes ont proposé de limiter les pertes d'emplois en renonçant, pendant trois mois, à une partie du salaire, jusqu'à 45 % pour les pilotes.

Dans la compagnie de transports en commun de la capitale, la STIB, les chauffeurs ont décidé d'un mouvement pour protester contre l'abandon de la désinfection des bus entre les tournées, alors qu'ils se remplissent à nouveau de voyageurs. Le droit de retrait s'est transformé en grève, suivie à 80 % par les conducteurs. Cette grève, non reconnue par les organisations syndicales, a duré près d'une semaine, malgré la pression pour redémarrer l'économie. La détermination des grévistes a incité la direction de la STIB à faire des concessions et notamment à augmenter la fréquence de nettoyage des bus.

Dans le secteur de la santé aussi, le personnel

a exprimé son mécontentement. La Première ministre, Sophie Wilmès, venue en visite avec toute son escorte de conseillers dans un des plus importants centres hospitaliers de Bruxelles, l'hôpital Saint-Pierre, a été accueillie par une haie de déshonneur, dos tourné. C'était également l'occasion pour les soignants de rappeler que, avant de qualifier de « héros » le personnel de la santé, Sophie Wilmès avait imposé 900 millions de mesures d'austérité aux hôpitaux, alors qu'elle était ministre du Budget.

La colère a aussi été suscitée par un arrêté gouvernemental prévoyant la possibilité de réquisitionner le personnel soignant pour faire face à la deuxième vague de la pandémie. Le gouvernement a finalement reculé et annoncé la suspension de cet arrêté.

Certaines catégories de travailleurs ont ainsi réussi à se faire entendre, même en ces temps de confinement et de pandémie, et patrons et gouvernements devront sans doute apprendre à marcher sur des œufs.

Correspondant LO

Lufthansa : argent public et gestion privée

Lufthansa, la grande compagnie aérienne allemande privée, quasiment à l'arrêt depuis la fermeture des frontières, vient d'obtenir une aide gouvernementale de près de 9 milliards d'euros.



Le fonds de stabilité économique du gouvernement allemand prend une participation de 5,7 milliards d'euros, acquiert 20 % des actions du groupe, et garantit en outre un prêt de 3 milliards auprès des banques privées. Il devient ainsi le premier actionnaire de Lufthansa.

Pour ces milliards et cette position de force, le gouvernement, en particulier le ministre des Finances, exigeait un droit de regard et une participation aux décisions du groupe. Le PDG de Lufthansa était de l'avis contraire, disant

sans ambages : « Nous avons besoin d'une aide publique, mais pas d'une gestion publique. »

Au bout de quinze jours de négociations, c'est sans surprise l'avis des actionnaires privés qui a primé. Le gouvernement a gentiment obtempéré, en acceptant de devenir un partenaire « dormant », c'est-à-dire n'ayant pas droit au chapitre. Il s'engage à ne pas interférer sur la gouvernance du groupe, et ne pas exercer son droit de vote. Les seules petites contraintes demandées à Lufthansa sont très douces : pas de versement

de dividendes cette année, mais c'était déjà décidé, et des restrictions de rémunération des dirigeants. Ils risquent de gagner un peu moins, les pauvres.

Dans le même temps, Lufthansa a annoncé la suppression d'un quart du personnel de sa filiale belge, Brussels Airlines, représentant mille emplois.

En Allemagne comme ailleurs, les actionnaires de grandes sociétés capitalistes se croient tout permis, et le plus souvent arrivent à leurs fins.

Bertrand Gordes

Hôpitaux de Paris : des promesses et pas de moyens

Lundi 25 mai, le jour même de l'ouverture du « Ségur de la Santé », qui doit durer sept semaines, les déclarations du gouvernement démontraient, s'il en était besoin, que les hospitaliers n'ont rien à attendre de la part du pouvoir.

Sur la question des salaires, Édouard Philippe a parlé de « revalorisations significatives ». Depuis des années, les soignants n'ont touché en la matière que des primes, aléatoires par définition. Mais si depuis des semaines, ceux-ci réclament une augmentation de 300 euros pour toutes les catégories, ils sont loin d'avoir été entendus. Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris), a exprimé le mépris dans lequel il tient les hospitaliers qui réclament de meilleures rémunérations : « S'il s'agit juste d'attendre un chèque avec les mêmes comportements et cloisonnements, l'effet du remède sera de courte durée. »

En réalité, sous prétexte de revalorisations, il s'agit de réformer le système de santé. La déréglementation

est l'un des clous sur lesquels tapent le directeur général et le premier ministre. La question du temps de travail ne serait pas taboue, a déclaré Édouard Philippe. Martin Hirsch lui emboîte le pas. Pour lui, les « carcans » réglementaires seraient la cause de tous les maux des hôpitaux. Il rêve d'établissements concurrents entre eux, embauchant et payant comme ils le veulent : des contrats partout. Et surtout, « tout ne doit pas être uniforme ». Mieux rémunérer le travail selon Martin Hirsch suppose des carrières au mérite qui accroîtront l'inégalité entre les traitements et ne profiteront pas à tout le monde.

Eh bien, ce qu'il faut au contraire, ce sont des augmentations uniformes, de la femme de ménage au médecin, car tout le monde a besoin de vivre correctement !

Il ne s'agit pas d'attendre un chèque, il s'agit de se battre pour l'obtenir.

Quant au volet de ce que Hirsch et consorts appellent les « comportements et cloisonnements », là encore le personnel et eux ne parlent pas le même langage. Ce dont ces gens rêvent, c'est de soignants taillables et corvéables à merci, ne connaissant plus aucune limite d'horaires et courant après la carotte d'augmentations et de promotions individuelles. Rien d'original, puisque c'est le désir de tous les patrons du monde.

Les 35 heures constituent la cible numéro un du directeur général. Comme tous ses prédécesseurs, il met en cause les difficultés qu'aurait engendrées ce système. Et comme tous les autres, il oublie de dire que ni l'AP-HP ni les autres hôpitaux n'ont procédé aux embauches nécessaires quand les 35 heures se sont mises en place.

Allant jusqu'au bout dans l'hypocrisie, Martin Hirsch attaque les aides-soignantes qui, désirant

devenir infirmières, passent le concours d'entrée à l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI). Il se prononce pour une formation au rabais, moins chère. Et, au même moment, dans tous les hôpitaux de l'AP-HP, des aides-soignantes qui ont réussi le concours d'entrée à l'IFSI se voient annoncer que leurs études ne seront pas rémunérées !

Heureusement, dans plusieurs établissements, ces aides-soignantes se mobilisent. Elles ont compris que, pour faire entendre leurs droits, elles ne peuvent s'en remettre à la bonne volonté des dirigeants, mais à leurs luttes collectives.

D'ailleurs, elles ne sont pas les seules à en prendre conscience. Dans plusieurs hôpitaux, la protestation continue à se déconfiner. À l'hôpital Robert Debré, à Tenon, à Beaujon, à la Salpêtrière, à Saint-Denis, des manifestations autour des hôpitaux rassemblent toutes les catégories sur les mêmes revendications : embauche massive, augmentations de salaire uniformes

pour toutes les catégories. Ce mouvement n'est pas encore majoritaire, mais il croît de mardi en mardi ou de jeudi en jeudi. Et il ne pourra que s'intensifier, lorsque le Ségur de la Santé aura montré que le gouvernement ne veut pas rompre avec la logique capitaliste de la gestion des hôpitaux, mais qu'il entend toujours augmenter la pression sur les hospitaliers, restreindre leurs moyens afin de donner l'argent à la finance.

Aujourd'hui, les plus conscients des soignants disent que c'est le bon moment pour déclencher l'offensive, puisque rarement leur popularité a été aussi grande. Il faut espérer qu'ils convaincront les autres. Mais de toute façon, que ce soit maintenant ou plus tard, le gouvernement peut s'attendre à l'explosion du mécontentement du personnel de la santé, à la hauteur de tout ce que celui-ci a subi durant les mois d'épidémie et auparavant.

Correspondant LO

Hôpital Robert-Debré : les jeudis de la colère

À l'hôpital pédiatrique Robert Debré à Paris 19^e, les « jeudis de la colère » regroupent de plus en plus de manifestants. Bien avant l'apparition du Covid-19, le mécontentement était bien réel. Il n'a fait qu'augmenter depuis.

Depuis des années la dégradation des conditions de travail est palpable. Par exemple, en pédiatrie générale, il y a quelques années, le ratio était passé de six à sept enfants par infirmière, hors épidémie hivernale. De plus, en raison de la pénurie globale des structures intervenant dans ce secteur, le nombre d'enfants hospitalisés avec des pathologies de plus en plus lourdes et nécessitant des soins continus n'a cessé d'augmenter. En revanche, le nombre de soignants, lui, n'a pas augmenté.

La dégradation touche aussi les horaires de travail. Un « tour de sécurité » associant le personnel en poste et la relève a été mis en place il y a quelques années, destiné à contrôler en fin de service la fonctionnalité des dispositifs de surveillance médicale, comme les scopes, les perfusions. Mais alors que le personnel fait déjà 12 heures d'affilée, cela a eu comme effet d'allonger la journée de travail d'une demi-heure, non rémunérée !

En mai 2019, un

mouvement de grève avait démarré en pédiatrie générale, tous métiers confondus, alors que la contestation avait déjà gagné les services d'urgence à Debré comme dans le reste du pays. Les quelques concessions obtenues alors n'ont pas suffi à calmer le mécontentement qui couvait avant même l'apparition du Covid-19 et cela dans tous les services.

La pandémie n'a fait que révéler et aggraver une situation bien dégradée. Par exemple, avant elle, le personnel devait changer de masque chirurgical ou FFP2, en sortant d'une chambre de patient. Mais aujourd'hui, il faut le conserver car le nombre de masques est maintenant limité à quatre par jour ! Les surblouses jusque-là disponibles à volonté sont maintenant rationnées à deux par chambre et par 12 heures.

Pour le Premier mai, des militant syndicaux et du Collectif Inter Hôpitaux ont appelé à une manifestation devant l'hôpital, initiant ces « jeudis de la colère » qui ont

regroupé chaque semaine de plus en plus de personnel. Le 21 mai, des dizaines de soignants de l'hôpital, ont été rejoints par des soignants d'autres hôpitaux et des centaines d'usagers venus en soutien.

« Blouses blanches, colère noire », « Des lits et du fric pour l'hôpital public », « Hospitaliers, usagers, tous

unis pour l'hôpital public », les pancartes et banderoles dénonçaient la pénurie de moyens au son des casseroles. Les intervenants ont répondu au mépris de Macron, sous les acclamations : « Nous ne sommes pas des soldats, nous ne voulons ni médailles, ni défilé du 14 juillet. Nous voulons des postes, des

lits, des augmentations de rémunération »

À l'issue de la manifestation, la police a choisi de faire passer dans une nasse des manifestants venus soutenir les soignants. Elle en a verbalisé 50 et en a interpellé trois. Mais une nouvelle « casserolade » était prévue pour le jeudi 28 mai.

Correspondant LO



SERGE D'IGNAZIO

Korian : en grève pour les salaires et pour l'embauche

« Une chambre à 3 000 euros. Plus de qualité ? Non, plus de profits », pouvait-on lire sur des panneaux brandis par les salariés des Ehpad du groupe Korian en grève le 25 mai pour des primes, l'augmentation de leur salaire et l'embauche de personnel.



Les agents de l'Ehpad Korian de Poissy en grève.

Le groupe Korian emploie 24 000 salariés dans 308 Ehpads et 84 cliniques. Au moins 50 Ehpads étaient en grève lundi, et des manifestations de plusieurs dizaines de personnes ont eu lieu à l'appel de la CGT, de Sud et de FO dans les villes où sont situés ces établissements.

Il y a déjà plusieurs semaines, la direction du groupe avait annoncé le versement d'une prime de 1 000 euros, mais le personnel, ne voyant rien venir, a préféré se mettre en grève. Il réclame le versement de ces 1 000 euros, la prime que Macron avait conseillé aux patrons de verser en 2019 après le mouvement des gilets jaunes et reconduite, toujours sans obligation, en 2020. Les grévistes exigent également que tous les salariés puissent toucher

celle de 1 500 euros que le ministre de la Santé, Olivier Véran, a promis de verser après l'épidémie, somme qui n'est pour le ministre qu'un maximum. Ils veulent aussi une augmentation de 300 euros par mois et du personnel en plus.

La grève a fait bouger la direction, qui a annoncé le soir même qu'elle allait verser une prime de 1 500 euros net pour tous. Mais cela ressemble à un tour de passe-passe. D'abord les deux primes réclamées se ramènent à une seule, puisque Korian veut intégrer dans ces 1 500 euros la prime promise par l'État et financée par l'Assurance maladie. Korian ne ferait donc que compléter un peu la prime Véran, pour celles et ceux qui ne toucheront pas le montant maximum

parce qu'ils travaillent en clinique ou dans un département classé vert. De plus tout le monde ne touchera pas 1 500 euros. La directrice des ressources humaines du groupe a en effet annoncé que le montant serait calculé en fonction du temps réellement travaillé, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les arnaques possibles. Pas gênée de parler à la place des grévistes, elle a même osé prétendre dans les colonnes du journal *Le Parisien* que « le personnel ne comprendrait pas que tout le monde touche le même bonus sans avoir assuré le même travail » alors que les grévistes précisaient bien qu'ils voulaient ces primes « sans discrimination ». Quant aux augmentations et à l'embauche, cela est renvoyé à des négociations devant déboucher à la fin de l'année.

Le groupe Korian est leader français sur le lucratif marché des maisons de retraite. Il a réalisé 535 millions d'euros de bénéfices en 2019 et prévoyait de verser 54 millions d'euros à ses actionnaires. Il y a finalement renoncé pour cette année, tellement cela aurait paru indécent après l'hécatombe survenue dans ses établissements, dont plusieurs, comme celui de Mougins, ont été mis en cause devant la justice. Mais ce n'est que partie remise pour l'année prochaine.

Les grévistes n'entendent pas se faire arnaquer. Ils savent l'argent qu'il y a dans les caisses de Korian, et ne veulent plus faire les frais de ce marché de « l'or blanc ».

Daniel Mescla

Ehpad de Poissy : de meilleurs salaires, pas des médailles !

Une vingtaine de salariés de l'Ehpad Korian de Poissy dans les Yvelines ont fait grève le matin du 25 mai dans le cadre de la journée nationale de protestation organisée dans le groupe. Ils ont improvisé un cortège jusqu'à l'hôpital et ont été applaudis aux fenêtres de la cité HLM de Beauregard.

À l'hôpital de Poissy aussi, des soignants se sont mis aux fenêtres et quelques-uns sont venus à leur rencontre. Les principales revendications sont 300 euros d'augmentation générale, une prime Korian de 1 000 euros et celle du gouvernement de 1 500 euros, l'embauche de personnel, du matériel... et du respect.

À Poissy, la crise a été terrible. Vingt-deux personnes âgées sont décédées en quelques semaines, dont dix officiellement du Covid, contre dix-sept pour toute l'année 2019. Et au moins quatorze agents ont été contaminés, selon des tests qui ont fini par être faits début mai.

Le personnel est épuisé. Il a dû se battre pour les masques, qui ne sont arrivés que fin mars, les gants, les surblouses... le mauvais remplacement des absents, alors qu'une crise pareille rend le travail plus long et plus difficile.

En fait, le personnel est en nombre insuffisant et les moyens manquent en permanence. L'Ehpad héberge un peu moins de 120 personnes, à partir de 3 000 euros par mois la chambre. Il emploie 75 salariés permanents, du personnel de cuisine à celui de bureau en passant par les soignants, et

sans oublier un unique animateur social. C'est peu pour assurer le travail jour et nuit, sept jours sur sept. Il y a trois infirmières par équipe, trois ou quatre personnes selon les étages... Dans la pratique, beaucoup d'absences ne sont pas remplacées, ou pas à temps, et elles le sont par des vacataires extérieurs ou des intérimaires. Les mêmes reviennent souvent mais le lien avec les personnes âgées ne peut être aussi stable qu'avec du personnel permanent. Ce jeu malhonnête sur les remplacements est tel que l'établissement s'est retrouvé sans direction pendant deux semaines au début de l'épidémie, avant que Korian n'envoie quelqu'un pour assurer l'intérim.

Côté matériel, il n'y a qu'un pèse-personne sur fauteuil pour les quatre niveaux. Les chaises roulantes ne sont pas toujours en bon état et on manque de lève-malade alors qu'une des plaies du travail en Ehpad est le mal de dos et les tendinites lorsqu'on doit lever ou déplacer des personnes peu ou pas autonomes.

Et bien sûr les salaires sont bas. Les ASH sont au smic, et ne peuvent compter que sur les augmentations légales. Les aides-soignantes gagnent autour de 1 500 euros net. Si on ajoute à cela l'absence de perspectives personnelles, l'attitude méprisante de la direction générale, le ras-le-bol est complet. Pour le personnel qui s'est mis en grève le 25 mai, il faut que ça change très vite, et il ne va pas lâcher l'affaire.

Correspondant LO

CHU de Rennes : le mécontentement monte

Depuis la mi-mai, une partie des hospitaliers du CHU de Rennes se mobilisent. 150 personnes se sont réunies mardi 19 mai pour discuter de la situation au sortir du confinement. Le lendemain, une grande partie des agents de la blanchisserie se sont mis en grève sur les conditions de travail et de récupération des heures supplémentaires.

Mardi 26 mai, trois syndicats appelaient à faire grève. Les agents du service de sécurité ont manifesté en interrompant une instance qui devait discuter de leurs nouveaux plannings et des rythmes de travail qu'ils

rejetent depuis des mois. Puis, en fin de matinée, les salariés de la blanchisserie ont manifesté à la direction qui n'a pas répondu à leur demande de la semaine précédente et qui, en plus, leur demande de venir travailler

le samedi pour rattraper le retard !

En début d'après-midi, une soixantaine d'hospitaliers se sont retrouvés et ont manifesté dans l'établissement. Les manifestants ne se font aucune illusion sur le prochain plan gouvernemental pour l'hôpital. Ils ont noté que le Premier ministre ne s'est aucunement engagé sur les 300 euros de plus par mois pour tous les hospitaliers, qu'il n'a pas du tout parlé des effectifs et ce



n'est pas un oubli. Depuis des décennies, toutes les réformes dans les hôpitaux se sont faites sur le dos du personnel. Or sans les effectifs suffisants, tous les discours sur l'amélioration du sort des hospitaliers ne seront

que tromperies.

Rendez-vous était pris pour jeudi 4 juin avec en perspective de mobiliser très largement pour la journée nationale de grève du 16 juin.

Correspondant LO

Renault : une attaque que les travailleurs devront stopper

Les patrons de Renault semblent désireux d'être les premiers... à lancer l'offensive contre les travailleurs. Ils ont, depuis le 19 mai, laissé filtrer leurs intentions de fermer les usines de Dieppe, Choisy-le-Roi, la Fonderie de Bretagne dans le Morbihan, et, plus ou moins vite, de s'en prendre à l'usine de Flins qui pour l'instant produit les Zoe électriques et les Nissan Micra. 4 000 emplois seraient également menacés dans les bureaux d'études.

L'attaque était prévisible et pour ainsi dire annoncée. La remplaçante de Ghosn, l'ex-PDG en fuite, avait tranquillement prévenu que les dirigeants se préparaient à économiser deux milliards d'euros. Sur l'exercice 2019, ils affichaient, pour la première fois depuis des années, une perte de 141 millions. Faire payer les salariés, à commencer par les intérimaires et les travailleurs de la sous-traitance, était leur réflexe naturel de capitalistes.

En annonçant ses résultats financiers au cours du premier trimestre, Renault n'entendait pas pleurer sur son sort et s'enorgueillissait même de disposer encore de 10,3 milliards d'euros de liquidités pour son activité automobile. Mais les dirigeants du groupe annonçaient qu'ils ne verseraient pas les dividendes prévus. De toute évidence,

ils craignaient de se laisser distancer dans la concurrence et ils voulaient restaurer une rentabilité suffisante. Même si leurs propres statistiques montrent que le nombre de voitures produites par chaque travailleur augmente – chacun le ressent dans ses muscles et ses tendons –, les patrons de Renault ont décidé de restructurer la production, quitte à supprimer des emplois et même fermer des usines.

Les annonces de fermetures, même présentées comme des rumeurs, ont pourtant surpris les travailleurs. À Flins, notamment, même si tous savaient qu'aucun nouveau véhicule n'était programmé depuis la fin de la production de la Clio, l'annonce a fait l'effet d'un électrochoc. Beaucoup refusaient d'y croire, d'autant plus que depuis la reprise, fin avril, la direction



n'avait cessé de pousser à la production, quitte à mettre les travailleurs en situation de ne pas pouvoir appliquer les règles de distanciation et les fameuses mesures barrières qu'elle avait édictées. Quelques jours après la reprise, la cadence avait atteint et même dépassé celle d'avant le confinement. La direction voulait des Zoe et encore des Zoe. Les quelque 4 000 travailleurs de l'usine, tous contrats confondus, sont priés de continuer à produire du profit.

Les travailleurs, nombreux, pressurés et exploités comme ils le sont sur le site, ont donc encore du mal à se convaincre que les dirigeants de Renault soient vraiment décidés à les priver de leur gagne-pain. Le gouvernement, en annonçant le prêt garanti de 5 milliards au constructeur, n'a pourtant exigé aucune

contrepartie, alors que l'État est actionnaire à 15% de Renault; le ministre de l'Économie s'est même défendu d'intervenir contre le droit sacré de Renault à sabrer comme il le veut dans son outil de production, les usines. Le décor est planté pour d'hypocrites jeux de rôle entre patrons de l'automobile et gouvernement, faux espoirs savamment distillés et promesses non tenues.

Il reste aux travailleurs à se battre pour imposer

qu'aucun emploi ne soit supprimé, quel qu'en soit le statut, que tous les salaires soient maintenus. Du travail, il y en a, ils devront imposer qu'il soit réparti entre tous. Si la fameuse rentabilité en pâtît, tant pis: que les dirigeants de Renault et les actionnaires prennent sur les 24 milliards d'euros de profits accumulés, aux dépens de la santé et des loisirs des travailleurs, pendant les dix années précédentes!

Correspondant LO

Fonderie de Bretagne : les travailleurs en colère

Les 380 salariés de la Fonderie de Bretagne (ex-SBFM) étaient sous le choc après les révélations du Canard Enchaîné sur les intentions du groupe Renault connues le 20 mai.

Renault envisagerait la fermeture de quatre sites, dont la Fonderie qui appartient au groupe. Les travailleurs étaient d'autant plus surpris qu'une ligne de production détruite par un incendie en mai 2019, remise à neuf, venait de reprendre son activité.

Réunis en assemblée générale lundi matin 25 mai, les ouvriers ont décidé de mettre l'usine à l'arrêt. Comme le dit l'un d'entre eux, « l'annonce a été une secousse, c'est la suite de notre vie qui est en jeu ». Des équipes se relayent à l'entrée de la fonderie pour

rester sur place 24 heures sur 24. Les travailleurs attendent les réactions des autres salariés de Renault et ne se font pas d'illusion sur l'action de l'État. Le ministre Le Maire vient en effet de déclarer que le gouvernement ne s'opposerait pas à la fermeture de sites.

Bien conscients qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leur détermination, les travailleurs de la Fonderie de Bretagne poursuivaient leur action en comptant aussi sur la solidarité des autres salariés du groupe.

Correspondant LO

Legrand – Limoges : vol de congés à répétition

Une assemblée générale devait se tenir à huis clos mercredi 27 mai pour officialiser le versement, le 3 juin prochain, des dividendes de la société d'appareillage électrique Legrand, cotée au Cac 40.

« Avoir des actionnaires solides, satisfaits et fidèles, c'est une force » a déclaré récemment le directeur général Benoît Coquart. La crise liée au Covid-19 ne touchera donc pas les actionnaires, qui vont se distribuer pas moins de 358 millions d'euros. Il faut dire que l'entreprise se porte très bien: entre 2014 et 2019, le chiffre d'affaires a augmenté de 47%, le résultat net par action de 56%, la feuille de route étant ainsi réalisée à 113%.

Évidemment, pour les travailleurs, c'est une autre histoire. Benoît Coquart parle d'efforts demandés, ajoutant que lui-même va réduire sa rémunération annuelle de 25% (en fait il ne va pas appliquer l'augmentation prévue de son salaire fixe). Quelle indécence

quand on sait que pour 2019, cette rémunération est de 1,545 million d'euros auquel s'ajoute un lot de 22 954 actions « de performance ».

En tout cas, depuis le début du confinement, la direction de Legrand refuse le chômage partiel et presse les travailleurs comme des citrons. Jusqu'au 25 mai, ils ont subi le vol maximum des congés et des RTT à tous les étages avec, au passage, le télétravail refusé à ceux des bureaux au nom de la « solidarité avec la production » qui était à l'arrêt.

Les commandes reprenant en cette fin de mois de mai, la pression est maximum: « il faut sérieusement se remettre à produire ». Il n'y a pas eu de pont de l'Ascension, et on pouvait aller travailler sur un autre site que son lieu de travail

habituel. C'est selon la direction « une belle opportunité à saisir pour reconstituer ses compteurs », autrement dit pour regagner les jours de congés volés, pour ceux qui n'en ont plus ou ont un compteur négatif.

Dans les bureaux aussi, le vol de congés continue car il n'y a pas de petites économies. Jusqu'à fin juin, tous les vendredis seront en congés imposés. Cela étant illégal, la direction a trouvé une astuce. Elle consiste à faire dire aux chefs: « il n'y a que quatre jours de travail, tu prends vendredi en congés ». C'est alors le salarié qui saisit le jour en question dans le logiciel, ce qui permet de le comptabiliser comme congé pris à sa demande.

Cette crise sanitaire montre sans filtre la rapacité du groupe Legrand.

Correspondant LO



PSA – Sochaux : une direction pressée

Depuis le 15 mai, la direction de l'usine PSA à Sochaux, dans le Doubs, a décidé de redémarrer la production de la Peugeot 308 avec une demi-équipe de travailleurs embauchés, sans les ouvriers intérimaires.

La direction impose des préalables très stricts pour l'accès à l'usine, avec un questionnaire-pathologies à renvoyer à la médecine du travail, un protocole d'autosurveillance à remplir pendant 14 jours avant la reprise et une attestation sur l'honneur Covid-19 à présenter à l'entrée. Elle vante un protocole de mesures renforcées, mais, protocole ou pas, on est loin du compte.

La direction n'a maintenu que deux accès sur la dizaine de l'usine, avec la présence de médecins du travail et de représentants de la direction. À ces deux accès, si les ouvriers ont de la température, n'ont pas leur protocole d'autosurveillance dûment rempli, ou leur attestation sur l'honneur Covid-19, ils sont renvoyés.

Dans les ateliers, porter un masque et des lunettes

ou une visière provoque le dépôt de buée et ceux qui conduisent un chariot élévateur risquent l'accident. En chaîne, la transpiration humidifie le masque, le fait glisser et là aussi la buée est une gêne importante. Certains ont des maux de tête, porter un masque augmente aussi la fatigue, assèche la gorge, la soif se fait très vite ressentir.

Les fortes chaleurs vont arriver et jusque-là, lors de ces périodes, la direction se contentait du minima avec des ventilateurs aux postes de travail. L'épidémie de coronavirus lui a imposé de les supprimer, mais elle n'a rien prévu pour ventiler les ateliers avec de l'air neuf et y faire baisser la température, hormis laisser les portes ouvertes. Aucune distribution automatique de bouteilles d'eau pour pallier la condamnation des fontaines d'eau et des distributeurs

de boissons n'est prévue, il faut en demander. La direction se vante de mesures renforcées mais elle en fixe les limites en refusant des pauses supplémentaires et la réduction des rythmes de travail qui permettraient un lavage des mains toutes les heures et de boire pour se réhydrater.

Elle a, en revanche, su mettre une équipe spéciale, composée, entre autres, d'agents de maîtrise, pour contrôler l'application des mesures de son protocole. Des ouvriers disent : « On est bien surveillés », et, « aujourd'hui, ils sont dans la prévention mais après ils ne vont pas se gêner pour rappeler à l'ordre et sanctionner ».

Lundi 25 mai, la direction a imposé la reprise à l'une des quatre équipes qui produisent des Peugeot 3008, 5008 et Opel Grandland. Alors que le patron piaffe pour redémarrer l'exploitation, les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes pour préserver leur santé.

Correspondant LO



PSA – Mulhouse : derrière le Covid, la course au profit

À l'usine PSA de Mulhouse, la production a redémarré sur une équipe au lieu de deux, et au volontariat. Sous le faux prétexte de « favoriser les ouvriers en CDI, la direction avait décidé de ne pas rappeler les intérimaires au travail.

Mais la manœuvre a uniquement pour but de mettre fin à leurs contrats en les laissant au chômage partiel payé par les caisses de l'État jusqu'au terme de leur mission d'intérim. Sauf que, sans ces travailleurs, la chaîne ne peut pas tourner, ou alors très difficilement.

Ainsi le 18 au matin, il manquait des ouvriers sur plusieurs dizaines de postes. Si des salariés en CDI ont accepté de revenir à l'usine, notamment les ouvriers professionnels, une majorité d'autres n'étaient nullement volontaires. Alors la direction a dû faire venir des travailleurs d'autres ateliers, du Ferrage ou de la Peinture, pour essayer de démarrer la ligne de montage coûte que coûte en les mettant à deux par poste, sans formation. Ce n'est qu'en milieu de journée qu'elle y est parvenue.

Le patron, qui avait fixé un objectif de 22 voitures par heure, en-deçà de la production habituelle, a donc dû se contenter de trente

voitures au total à la fin de la journée.

Inutile de dire qu'après deux mois d'arrêt, aucun travailleur ne s'est plaint de pouvoir reprendre plus doucement ! D'ailleurs, derrière l'écran de fumée du protocole sanitaire de la direction, les problèmes concrets du travail à la chaîne ont vite réapparu. Il y a bien sûr la difficulté de faire des opérations parfois minutieuses, équipé d'un masque chirurgical et de lunettes ou d'une visière de sécurité. Et il y a la « distanciation sociale » d'un mètre, censée être respectée partout... mais qui s'avère impossible à tenir lorsqu'on travaille à la chaîne, proches les uns des autres, et encore plus quand des ouvriers doivent en former d'autres.

La direction ne cache pas sa volonté de supprimer des postes de travail d'ici plusieurs semaines. Les travailleurs devront s'organiser de leur côté face à cette politique.

Correspondant LO



PSA – Rennes : reprise partielle, cadences maximum

Après deux mois d'arrêt, l'usine PSA de Rennes -La Janais vient de relancer la production. Après un démarrage, les voitures C5 aircross et 5008 sortaient déjà presque à pleine cadence de l'atelier Montage vendredi 22 mai.

Le stock de voitures étant important, la direction n'a relancé la production que sur une équipe au lieu des quatre qui se relayaient jour et nuit, week-end compris, avant le confinement. L'équipe de production est constituée de 600 ouvriers en CDI sans les quelque mille intérimaires

qui représentaient 60% des ouvriers de production.

Comme la direction veut économiser le maximum de salaires en profitant de l'activité partielle financée par l'État, les salariés hors production (techniciens, administratifs...) sont mis au chômage partiel trois jours sur quatre, voire totalement

pour les ouvriers de production considérés comme en trop.

Pour beaucoup d'ouvriers, la reprise de la production était une bonne nouvelle après les incertitudes et les doutes des deux mois de confinement, et les retrouvailles étaient chaleureuses. La peur de la contamination par le virus toujours présente faisait bien accepter les mesures de protection individuelle.

Par contre, très rapidement, chacun s'est rendu compte que l'intention de

la direction est de faire produire au même rythme qu'avant. Seules les pauses sont allongées de quelques minutes pour désinfecter les postes.

Dès la fin de la première journée, les cadences étaient déjà presque au maximum. Le port du masque et de la visière alors que la chaleur estivale surchauffe les ateliers rend le travail très pénible. Et comme si cela ne suffisait pas, des dizaines de chefs organisés en patrouilles sanitaires veillent au respect des consignes à la lettre.

Les ventilateurs aux postes sont proscrits et les conditions de travail en sont d'autant plus pénibles. Cela n'empêche pas la direction d'estimer utile l'alternance d'équipe de production le matin et l'après-midi, histoire de s'habituer à des horaires « normaux » alors que tout le monde redoute les chaleurs de l'après-midi.

L'organisation quasi militaire de la production commence déjà à peser sur chacun.

Correspondant LO

Abattoir de Kermené : perdre sa vie à la gagner ?

Après deux séries de tests au Covid-19 effectués sur 1 027 salariés, ce sont 115 salariés de l'abattoir Kermené, dans les Côtes-d'Armor, qui ont été déclarés positifs, et ce n'est peut-être pas fini. Ils ont été mis en quatorzaine pour tenter de stopper la contamination.

Cette contamination massive n'est pas surprenante. Comme dans de nombreux abattoirs, toutes les conditions sont réunies pour que le virus se développe, avec des travailleurs concentrés et de mauvaises conditions de travail.

À Kermené, la contamination a commencé dans un atelier de découpe de porcs où sont employés de nombreux travailleurs payés à la tâche. Plus il y a de bêtes abattues, plus le salaire est élevé. Les cadences sont infernales et la productivité

est le maître mot de la direction. C'est à la suite de l'hospitalisation d'un salarié de cet atelier que les premières recherches d'autres cas ont commencé. Six autres ont été bientôt détectés, puis 69, soit plus de 30% de l'effectif de cet atelier. Maintenant le total dépasse les 100.

L'abattoir Kermené est l'un des plus gros en France. Il appartient au groupe Lescage et ce qui y est produit quotidiennement va directement alimenter les rayons de boucherie et charcuterie des magasins du groupe

en France et dans plusieurs pays européens. Plus de 2 800 travailleurs y sont concentrés, abattant et découpant porcs, bœufs et veaux quotidiennement en deux ou trois équipes. L'abattoir emploie des salariés « Kermené » mais fait aussi appel à des entreprises sous-traitantes qui vont recruter des tâches dans les pays d'Europe de l'Est et en particulier en Roumanie. Le nettoyage des ateliers et des bureaux est aussi effectué par des travailleurs en sous-traitance.

Lorsque le premier cas a été connu, il y a eu des réactions d'inquiétude mais aussi des manifestations de racisme à l'encontre des communautés « qui ne respectent pas les mesures de barrières sanitaires »,



PUBLI HEBDO

accusées d'être responsables de la propagation du virus. En réalité, c'est la volonté de la direction de pousser à produire toujours et toujours plus qui est responsable de cette situation.

La production à Kermené ne s'est jamais arrêtée durant le confinement. Il fallait continuer à produire coûte que coûte même si de nombreux salariés allaient au travail la peur au ventre. Bien sûr, des masques et du gel ont été mis à disposition, mais les cadences n'ont pas baissé.

Maintenant, et alors que de nombreux travailleurs

sont contaminés, il faut continuer à produire comme si de rien n'était. Les autorités de l'État, main dans la main avec la direction, estiment qu'elles contrôlent la situation et qu'il n'y a pas de raison d'arrêter les chaînes d'abattage. Les maires des communes environnantes qui souhaitaient fermer leurs écoles ont été priés de les maintenir ouvertes pour que les parents puissent aller travailler. Le profit passe encore une fois avant la santé des travailleurs et de leurs familles.

Correspondant LO

Marins du commerce : dernier souci des armateurs

Les marins, une catégorie dont le travail est essentiel pour le commerce mondial, sont au nombre de 1,6 million dans le monde.

Ils viennent d'Asie du Sud-Est (au moins 300 000 sont philippins), d'Asie (140 000 sont chinois), ou encore de Turquie, voire de Croatie ou d'Ukraine pour les officiers.

Avec l'épidémie et le confinement, la plupart de

ces travailleurs, y compris ceux des grandes compagnies multimilliardaires, ne sont plus relevés. Les changements d'équipage peuvent s'effectuer dans n'importe quel port, le port d'attache étant une notion comptable et le lieu d'embarquement

n'ayant aucun rapport avec les diverses nationalités des marins. Les marins au repos ne peuvent pas débarquer et encore moins rejoindre leur pays, tandis que le nouvel équipage ne peut pas arriver.

Plusieurs équipages indiens, que leur gouvernement refuse de rapatrier, ont réussi à publier des vidéos dénonçant leurs conditions.

D'autres, qui cherchent à se défendre, sont, comme à terre, désignés par leur patron comme « agents provocateurs ».

La situation est semblable pour les marins de la grande pêche, ceux de Concarneau étant bloqués par exemple sur les thoniers dans l'Océan indien. Alors que le thonier reste sur place, les équipages pour

se relayer doivent arriver par avion. Avec l'épidémie, le relais n'a plus lieu et les marins sont bloqués à des milliers de kilomètres de chez eux.

Pour rapatrier les profits, il suffit d'un clic aux armateurs, mais pour rapatrier les équipages, ils ne bougent pas un cil.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Martinique : l'abolition de l'esclavage et le mythe Victor Schœlcher

Le 22 mai en Martinique, un groupe de jeunes activistes nationalistes a renversé et brisé deux statues de Victor Schœlcher dans la ville de Schœlcher et à Fort-de-France. Le fait et la date ne doivent rien au hasard.

En effet, les 22 et 27 mai, en Martinique et en Guadeloupe respectivement, sont des journées où est commémorée la lutte des esclaves pour leur liberté. En Martinique, c'est le 22 mai 1848 que fut déclenchée la plus grande insurrection d'esclaves. Le 23 mai, le gouverneur de l'époque, face à la révolte généralisée, décréta l'abolition de l'esclavage sur l'île. Elle fut proclamée avant l'arrivée du décret du gouvernement français issu de la révolution de février 1848. En Guadeloupe, où les esclaves étaient au bord de la révolte et par crainte d'une insurrection comparable à celle de la Martinique, le gouverneur abolit l'esclavage le 27 mai.

Dans l'île sœur, plusieurs grands événements sont associés à cette date. C'est d'abord la guerre des rebelles noirs des 26, 27

et 28 mai 1802 contre les troupes de Bonaparte venues rétablir l'esclavage. C'est aussi le massacre des 26, 27 et 28 mai 1967 perpétré par les troupes coloniales contre les travailleurs en grève et la jeunesse révoltée. Un clin d'œil de l'histoire au mois de mai, jour pour jour.

Schœlcher était un des principaux abolitionnistes français. Membre du gouvernement provisoire de février 1848 en France, il fut l'un des auteurs du décret d'abolition du 27 avril de cette année. Pendant plus d'un siècle, Schœlcher fut vénéré comme le seul libérateur des Noirs à qui ces derniers devaient tout. Il le fut tant par les gouvernements colonialistes de la III^e et de la IV^e République française que par les partis locaux dirigés par des Noirs, les partis dits « schœlchéristes », qui se

réclamaient de l'abolition pour asseoir leur popularité dans la population issue de l'esclavage.

La lutte des esclaves noirs fut savamment occultée jusqu'à la moitié du 20^e siècle. Les manuels scolaires étaient muets sur leur histoire. Parallèlement, des rues Schœlcher sont légion, les statues de Schœlcher partout. Le premier grand lycée de la Martinique est le lycée Schœlcher. Le culte de Schœlcher s'accompagnait de l'ignorance totale des grands faits de la lutte des esclaves. Il fallait faire croire que les Noirs devaient leur liberté à un Blanc car eux-mêmes auraient été incapables de la conquérir. C'est dans cette culture et cette aliénation coloniales qu'ont baigné les Antilles françaises pendant plus d'un siècle après l'abolition.

Il n'en est pas moins vrai que la vie de Victor Schœlcher a été consacrée à la lutte pour l'abolition, en dépit même de certains propos qui peuvent lui être reprochés : son nom fut haï



Statue renversée de Victor Schœlcher.

des Békés, ces Blancs esclavagistes de l'époque, et il prit place sur les barricades de février 1848 avec les ouvriers parisiens.

Les jeunes activistes nationalistes, cependant, en faisant tomber les statues, ont voulu briser un mythe et « tuer » un Schœlcher qui était, il n'y a pas si longtemps encore, dans la population « Papa Schœlcher ». Ils l'ont revendiqué à visage découvert.

C'était aussi, par contraste, vouloir raviver la mémoire des insurgés noirs de mai 1848. Il fallait en particulier raviver celle de l'esclave Romain qui, emprisonné car il avait joué du tambour, fut libéré par ses frères. Ceux-ci, sur le chemin du retour, en essuyant le feu des milices esclavagistes, déclenchèrent alors l'insurrection libératrice.

Pierre Jean-Christophe

Grèce : répression accrue contre les migrants



Réfugiés sur la rivière Maritsa, entre la Grèce et la Turquie.

Sur le thème « encore une menace d'Ankara », une partie de la presse grecque relaye les propos du ministre turc des Affaires étrangères qui prévoit, avec le déclin de la pandémie, une nouvelle vague d'immigration en Europe. Voilà qui va apporter de l'eau au moulin du gouvernement Mitsotakis même s'il n'a pas attendu cette énième déclaration pour stigmatiser la politique turque et pour agir contre les migrants.

Entre la nouvelle loi récemment votée et les exactions policières contre les réfugiés, les actions n'ont pas cessé, qu'elles soient couvertes légalement ou pratiquées en toute illégalité.

Du côté de la légalité, la loi du 8 mai officialise

et renforce les procédures d'exception : un seul juge pourra examiner le recours en appel des déboutés du droit d'asile dans un nombre de cas plus important qu'auparavant. La détention en centre fermé sera automatique comme pour les condamnés à l'expulsion.

C'en est fini de la demande de protection pour motif humanitaire. Le côté quasi militaire de cette justice appliquée aux migrants est de plus en plus visible. D'ailleurs, pour régler ces problèmes, la loi prévoit des crédits secrets utilisés « à des fins nationales confidentielles (...) pour la protection de la sécurité nationale ».

Les exactions policières et militaires s'intensifient aussi. Début mars les milliers de réfugiés envoyés par le gouvernement turc vers la frontière nord de la Grèce, sur le fleuve Evros, ont eu droit aux grenades

lacrymogènes et aux matraques des policiers des deux pays. Certains Grecs armés de fusils de chasse et de leurs convictions ultranationalistes n'ont pas hésité à faire le coup de feu contre les migrants. Moins visibles car dissimulées par les autorités, près de 200 expulsions secrètes ont été dévoilées récemment par un groupe d'ONG, Border Violence Monitoring Network. La police grecque a littéralement enlevé ces réfugiés, même dans des camps éloignés de la frontière, leur a volé leurs papiers et le peu qu'ils possédaient, les a frappés, parfois torturés avant de les jeter hors du pays.

Dans les îles, une autre ONG norvégienne, Aegean Board Report, a récemment révélé qu'une quarantaine de migrants, arrivés à Samos le 28 avril, ont disparu après avoir été emmenés par la police portuaire. Officiellement, il n'y a eu aucune arrivée sur l'île ce jour-là. Ils auraient été renvoyés vers la Turquie sur des embarcations de fortune sans que les autorités turques fassent état de leur retour. Des vidéos montrent les bateaux des gardes-côtes grecs faisant un rodéo autour des bateaux chargés de migrants pour les effrayer et leur

faire rebrousser chemin, au risque de les faire chavirer. Gardes-côtes grecs et turcs se les renvoient mutuellement y compris après qu'ils ont déjà accosté. S'ajoutant aux reconduites légales, 169 migrants auraient été ainsi illégalement renvoyés de Grèce, depuis fin mars, selon l'ONG norvégienne.

La Grèce compte plus de 70 000 réfugiés, dont près de 40 000 vivent dans les îles, dans des camps où le manque d'eau, d'hygiène et la surpopulation sont catastrophiques. Parmi les plus vulnérables, âgés ou malades, 2 000 ont été transférés provisoirement dans des hôtels sur le continent. Pendant que les organisations humanitaires font ce qu'elles peuvent, le gouvernement Mitsotakis, lui, a choisi la manière forte et expéditive, dans la ligne de sa politique très à droite et nationaliste. Mais que dire des gouvernements européens qui n'accueillent même pas les quelques dizaines de réfugiés mineurs qu'ils ont promis de prendre en charge ? Ils sont responsables de cette politique criminelle qui pèse sur les réfugiés et sur la population du pays. Et comme tous les commanditaires, ils s'en lavent les mains.

Sylvie Maréchal